

Das Experteninterview wurde im Rahmen einer Fallstudie im Zuge einer Masterarbeit mit dem Thema: „Die deutsche Entwicklungspolitik in Westafrika: Empowerment von Frauen in Bildung und Arbeitsmarktintegration. Eine politische Betrachtung der deutschen Entwicklungszusammenarbeit anhand einer Fallstudie zu Mali und zum Senegal im Senegal und in Mali“ durchgeführt.

Diese Studie geht folgender Frage nach:

Wie lassen sich die BMZ-Leitlinien Marshallplan und Gender GAP II in den Maßnahmen zum Empowerment von Frauen und Mädchen in den Bereichen Bildung und Arbeitsmarktintegration im Senegal und in Mali umsetzen?

Experteninterview 1

Interviewpartner: Westafrika Institut

Datum: 06.05.2020 um 15. 00 Uhr

Per Telefon

I = Interviewerin

B01 = Befragte 01

Die Expertin B01 ist Professorin und am WAI tätig und widmet sich der Förderung der regionalen Integration. Sie arbeitet in Kooperation mit örtlichen sowie internationalen Institutionen und bildet somit ein wichtiges Netzwerk für die regionale Integration in Westafrika ab.

1 **I** : Alors, vous êtes fonctionnaire à l'institut d'Afrique de l'ouest. Pourriez-vous me parler brièvement de votre fonction au niveau de l' Institut ?

2 **B01** : L'Institut de l'Afrique de l'ouest se concentre surtout sur ce qui est axé sur la recherche en intégration régionale et de transformation sociale en Afrique de l'ouest. Donc que ces activités sont au nombre de quatre. Donc, la recherche, le dialogue politique et social, la formation à travers le renforcement des capacités et la création de partenariats. Donc voilà ce que nous faisons. Je vous envoie le lien pour que vous puissiez voir, quelles sont nos publications, quelles sont les dialogues, que nous avons menés et quels sont des renforcements nécessaires de capacités, que nous avons eu à organiser. [XXXX]. Voilà donc ce que nous faisons. Je vous envoie le lien, si vous avez mon profil, vous allez le trouver. Alors, si vous avez des questions bien précises, je vais vous répondre. Si non on va beaucoup perdre de temps. Alors que tout c'est disponible avec fortes détails de ces paramètres, que j'ai mis en ligne justement pour mieux faire connaître l'institut.

3 **I** : D'accord madame et merci. En fait, je voulais juste savoir quelle est la fonction, que vous avez au niveau de l'institut et vos tâches précises. C'est de ça, qu'il était question. Mais bon, si vous m'envoyez le lien, je pourrai le voir.

4 **B01** : Oui, voilà ce que nous faisons. Nous fournissons la connaissance sur l'intégration régionale et les transformations sociales en Afrique de l'ouest. Nous organisons des sections de formation pour le renforcement des capacités pour les acteurs de l'intégration régionale en Afrique de l'ouest. Nous organisons des

récessions pour justement amener le dialogue à un niveau, disons à plus inclusif au niveau des acteurs de l'intégration régionale, pour que les dialogues ne soient pas seulement cloisonnés au niveau dispositif. Et en suite nous nouons de partenariats avec des Institutions, qui poursuivent des buts similaires. Voilà ce que nous faisons. Maintenant pour entrer en profondeur, vous avez tous les détails en ligne. Et notamment ce qui est le plus intéressant, je pense, ce sont nos publications. Puisque nous avons énormément fait des publications. Nous avons un site web aussi, où vous pouvez avoir tous les renseignements, que vous souhaitez sur l'institut. Donc, l'institut a été construit au départ pour analyser, pour que la réflexion précède l'action au niveau politique, pour que la recherche soit au centre des décisions politiques. C'est à dire qu'on utilise la recherche pour formuler des décisions politiques et même prendre des lois et éclairer la [XXXX] sur les enjeux de l'intégration régionale.

5 **I** : Merci madame. Voilà nous passons maintenant au questionnaire que je vous ai fait parvenir pour notre entretien. Alors, la première question se pose au niveau de l'implémentation de la politique allemande du développement en manière de genre au Mali. Alors, quelle est votre opinion concernant la coopération avec le gouvernement allemand, surtout sur la question de la promotion de l'éducation des femmes et des jeunes femmes d'une part, mais aussi d'autre part de leur intégration sur le marché de l'emploi au Mali ?

6 **B01** : Alors, ça va être un peu compliqué de répondre comme ça, parce que moi je ne suis plus d'avis depuis 2013 et je ne suis pas au courant particulièrement de ce que fait la coopération allemande en matière de formation, surtout en direction des femmes. Alors, ce que je peux dire, c'est que la coopération allemande est ancienne au Mali. Parce que l'Allemagne est le premier pays, qui a reconnu le Mali en tant que premier pays indépendant en 1960, et que dès lors il y a eu une coopération avec la république Fédéral d'Allemagne et la république démocratique allemande avec oui, l'engagement de l'Allemagne dans les secteurs de l'éducation. Donc, il y a eu des bourses qui ont été données aux étudiants maliens, pour aller étudier dans les villes de l'Allemagne. Alors, c'est ainsi qu'elle s'est poursuivie jusqu'à la chute du mur de Berlin en 1989 et après la coopération, elle a été marquée par l'intervention de l'Allemagne surtout au niveau de la coopération technique pour le développement. Et ça, c'est d'une manière générale, c'est à dire que j'ai cherchée dans les documents [XXXX]. Et il n'y a pas de précision sur l'intervention de la coopération allemande, spécifiquement pour

appuyer le genre. Alors, ce qu'on peut dire, c'est que le gouvernement malien lui-même a mis depuis en place un ministère chargé de la famille, de l'enfant et la femme qui intervient dans le domaine du développement de l'approche au genre. Et ça aboutit au fait que la problématique du genre est devenue transversale, qui s'est discutée au niveau de tous les départements ministériels. Alors, dans ce cas on peut dire que la coopération allemande, donc à travers de nombreuses organisations, que vous connaissez äh, il y a plusieurs äh, il y a la GIZ, il ya la KFW, la fondation Friedrich-Ebert, la fondation Konrad-Adenauer, äh il y a aussi dans ces documents, que je vous enverrai aussi, les différents domaines, auxquels la République Fédérale d'Allemagne intervient au Mali. Mais c'est très difficile de trouver que spécifiquement la République Fédérale d'Allemagne intervienne au niveau des femmes. Je sais qu'il ya eu des étudiantes et étudiants, qui sont partis pour la formation dans les métiers techniques etc... Mais jusqu'à présent, en tout cas ce que moi j'ai eu à constater au terme de mes recherches, c'est que la République Fédérale d'Allemagne n'a pas une approche basée sur le genre dans son engagement pour développer le Mali. Mais ce que je peux vous dire aussi, c'est que, peut-être que nous nous trompons, lorsque nous pensons que l'Allemagne doit décider. En fait c'est le Mali qui devrait fixer ses priorités et dire voilà ce que nous souhaitons, que vous nous apporter comme aide, pour appuyer les femmes et les filles etc... Donc si cela est ainsi fait dans cette direction, je pense que l'Allemagne pourrait mieux aider. Si non les domaines prioritaires de l'intervention allemande se situent vraiment au niveau de la décentralisation, au niveau de la gestion de l'eau, au niveau des pratiques de bonne gouvernance, en fait, ce sont ces domaines-là, qui sont prioritaires pour l'Allemagne, la migration aussi. Alors voilà äh.

7 **I** : La politique allemande de développement a mis sur pied un concept nommé Gender GAP II précisément pour la promotion des femmes et jeunes femmes dans l'éducation et sur le domaine de l'emploi. Mais aussi pour promouvoir l'égalité entre hommes et femmes. Et c'est là où se base ma recherche, pour savoir comment ce concept peut-il être implémenter au Mali. Pouvez-vous me dire de quelle manière les femmes peuvent être soutenues dans ces domaines ?

8 **B01** : Allo, oui, comme je vous le disais, moi je ne suis pas impliquée depuis 2013. Si l'Allemagne a commencé à soutenir les femmes dans certains domaines au niveau de l'Afrique de l'ouest, il faut voir au niveau de la littérature qui se trouve sur internet,

pour que vous puissiez avoir une représentation assez correcte de l'action de l'Allemagne dans ce domaine. Ce que moi je peux dire, en tout cas, en ce qui concerne des problèmes auxquels des femmes font face en Afrique de l'ouest, ils sont surtout liés au statut de la femme. Au statut de la femme dans la société, äh au statut de la femme au niveau du travail, c'est à dire de l'emploi, au statut de la femme au niveau politique. Alors, en Afrique de l'ouest dans la plupart des pays - incompréhensible. Alors, le problème se situe plus au niveau des pays francophones. Parce que, c'est dans ces pays francophones là que les femmes font face à des pesanteurs sociales, font face à des pesanteurs religieuses et pesanteurs politiques. Je peux vous dire que le premier domaine, dans lequel l'Allemagne peut intervenir äh c'est l'éducation. Il y a vraiment un déficit d'éducation au niveau des filles. Une sous-scolarisation est forte. D'abord parce que les filles ne sont pas scolarisées à l'issue des différents facteurs, dont, le premier facteur est la pauvreté. Ensuite, il y a aussi les pesanteurs sociales qui font que les femmes ont certaines contraintes et au niveau des tâches majeures etc... Et puis elles sont, äh de plus petites filles, je veux dire äh, et elles sont aussi mariées précocement et ont des enfants précocement, et doivent faire face aux exigences du mariage. Ce qui fait que le nombre de filles qui arrive à être scolarisé au niveau de l'enseignement secondaire et supérieur est très minime. Donc, il faut que les taux de scolarisation doivent être augmenter, améliorer au niveau de l'enseignement primaire et maintenus dans les autres cycles d'enseignement. Donc, je pense qu'il y a l'éducation. Et au niveau de l'emploi, lorsque les femmes arrivent sur le marché de l'emploi, et bien elles arrivent avec äh äh äh, elles font face aux préjugés, c'est à dire qu'une femme ne peut pas faire la même chose qu'un homme. Donc que, la plupart du temps elles sont aussi sous-diplômées ; elles sont moins diplômées que les hommes et moins aptes à avoir accès aux emplois de responsabilités. On devrait pouvoir faire en sorte que toute femme puisse avoir accès à une éducation de qualité, pour avoir accès à des postes de responsabilités. Et il y a aussi un domaine, que l'état devrait intervenir avec ses partenaires simplement comme l'Allemagne, c'est les préjugés, auxquels font face les femmes dans la matière d'emploi. Alors, déjà le fait qu'il ya le harcèlement, il ya les préjugés en ce qui concerne la capacité des femmes et il y a des contraintes äh, qui font qu'elles n'arrivent pas à avancer dans le travail, dans la promotion professionnelle au même titre que les hommes. Donc, il y a toutes ces contraintes, qui font que les femmes ont difficilement accès à des postes de responsabilités. Mais lorsqu'elles y arrivent, je pense que, elles font preuve de leur compétence. On voit

même que les femmes sont mieux appréciées que des hommes en matière de gestion, voilà en matière de gestion comme cela äh, la plupart du temps.

9 **I:** Merci Madame pour votre réponse. Vous avez dit que le gouvernement malien devrait travailler en collaboration avec la République Fédérale d'Allemagne pour promouvoir les femmes et jeunes femmes et les soutenir professionnellement, d'une part au niveau de l'éducation et d'autre part dans le domaine de l'emploi. Pourriez-vous m'éclaircir sur quelle base la coopération entre l'État malien et allemand peut-elle être fondée ?

10 **B01 :** Je réponds à votre dernière question sur la manière, dont les deux gouvernements pourraient procéder. Alors, il y a une différence äh, entre les deux pays. C'est que l'Allemagne, elle est dotée de plusieurs organisations, fondations, institutions de développement. Alors que le Mali c'est uniquement le gouvernement. Il y a des ONG au Mali, mais qui ne sont pas à mesure de fournir des ressources nécessaires pour aider les femmes. C'est là où il y a la différence. Donc, c'est pas seulement le gouvernement allemand, c'est aussi les institutions, les fondations et les organisations allemandes de coopération. En ce qui concerne les femmes, ce n'était pas une priorité parce que la politique allemande était vraiment basée sur l'aide au développement d'une manière globale, mais la composante genre, notamment les femmes, n'était pas suffisamment pris en compte. Alors, maintenant on a vu qu'il y avait un fossé entre le développement du genre et le développement global, qui était surtout axé surtout sur les hommes. Alors, ce qui devrait être fait dans un premier temps, c'est vraiment la recherche. C'est savoir où se situe le problème. C'est à dire qu'on ne peut pas aider quelqu'un, si on ne sait pas de quoi souffre la personne. On ne peut pas appuyer un domaine, si on ne sait pas quelles sont les problématiques rencontrées dans ce domaine. Parce que je pense, ce qu'il faut d'abord c'est une connaissance de terrain. Il faut une connaissance de l'histoire et justement de la situation des femmes, comment les femmes se sont retrouvées là pour pouvoir agir, äh pour faire des recherches, pour savoir où se situent des besoins, comment on peut intervenir etc... Pour moi c'est ça la base. Et si on va partir sur une fausse idée et on n'aura pas äh, on ne pourra pas développer des moyens efficaces pour intervenir. Parce que d'après ce que je vois dans les documents, que j'ai lu, l'Allemagne, la coopération allemande, je n'ai justement pas vu le domaine du genre, dont vous parliez. Moi j'ai vu peacebuilding, c'est à dire le maintien de la paix, le développement, l'émigration, travaillant avec les partenaires africains et plus la

coopération avec la société civile. En plus les problématiques du genre d'une manière spécifique, ça c'est un document qui date de 2019, c'est en 2019, et je n'ai jamais vu quelque part, que la coopération allemande, je sais comme vous le dites, pour moi c'est nouveau äh, peut axer ses actions sur le genre. Il faudrait que ce soit plus visible et que ça soit mis sur la base d'études scientifiques, qui vont déterminer la problématique ou les Problématiques du genre au Mali, pour mieux agir. Donc, c'est vrai que tout le monde sait qu'il y a des problèmes au niveau de l'éducation des femmes et les problèmes au niveau de la formation, il y a des problèmes au niveau de l'emploi. Alors, ça c'est vraiment äh d'une manière globale, mais il faudrait mettre en exergue quels sont les problèmes spécifiques, auxquels font face les femmes, à l'école, à l'université, au niveau de la formation, au niveau de l'emploi, et même au niveau de la politique. Parce que des emplois politiques pourraient être promus par les femmes, pour qu'elles puissent agir dans les législations, au niveau des lois, au niveau du gouvernement par exemple. Et comme l'Allemagne, je pense, a une politique qui inclut le genre, äh, je pense que l'Allemagne peut par son expérience aider les femmes maliennes, les ONG maliennes à mettre en œuvre des politiques, des pratiques qui promouvant le genre au Mali.

11 **I :** vous avez dit dans votre réponse qu'il y a des ONG au Mali. Est-ce que ces ONG travaillent aussi dans le domaine de la promotion des femmes et jeunes femmes dans le cadre de l'éducation et de l'emploi ? Si oui, dans quel sens le font-ils ? Et qu'est-ce que ces ONG ont déjà réalisé jusqu'ici dans ce domaine-là ?

12 **B01 :** Oui il y a énormément des ONG féminines, vous savez, depuis mars 1991, le 26 mars 1991, il ya eu des changements qualitatifs en ce qui concerne la représentation des femmes dans les instances de prise de décisions. Au niveau de la société civile, il y a aussi une prolifération des ONG féminines comme ça, d'association et des ONG féminines äh, qui ont fait de la promotion de la femme, de la lutte contre les mauvais traitements, auxquels subissent les femmes. Donc, il y a des ONG, des associations, des femmes ingénieures, des associations, qui luttent pour les droits des femmes, comme la PDF, äh il y en a beaucoup. Vous pouvez trouver la liste peut être en ligne aussi. Mais ces ONG et ces associations ont des impacts limités. C'est pourquoi, je pense que, elles cherchent aussi des partenariats avec d'autres organisations pour appuyer les femmes. Et peut-être que, il ne faut pas simplement se contourner au gouvernement äh, parce que le gouvernement ne peut pas tout faire. Mais je pense que

le gouvernement allemand peut aussi s'appuyer sur ces ONG, ces associations, qui défendent des droits des femmes et qui promettent la promotion des femmes, pour faire avancer les femmes. Et je pense aussi que non seulement il y a l'éducation, il y a la formation, il y a la formation, mais aussi le domaine de la santé. Parce que les femmes en général bénéficient de moins d'accès aux structures sociales de base et de la santé également. Ce qui représente quand même un facteur déterminant pour leur développement personnel, leur développement au niveau de la possibilité pour elles d'avoir une santé reproductive, qui leur permet de pouvoir accéder donc à des emplois de responsabilité etc... Äh, Il y a énormément des choses à faire dans ce domaine-là. Alors, c'est pour dire qu'au niveau des ONG et des associations il y a énormément la situation des ONG au Mali, qui s'occupent des femmes, mais avec des impacts limités. Ce qui est là, est que ces associations, des ONG auraient besoin de travailler avec des organisations et les institutions allemandes, pour bénéficier peut-être de leurs expériences, qu'il y ait l'échange d'expériences, parce que moi je pense que dans ce cas-là c'est aussi du "gagnant-gagnant". Peut-être que le Mali aussi a des choses à donner à l'Allemagne, pour que l'Allemagne puisse prendre en compte par exemple des facteurs au niveau de la migration, pourquoi il y a une grande migration comme ça, äh de l'Africain de l'ouest en Europe. On pourrait mieux comprendre ce qui se passe, si on faisait des investigations au niveau local et au niveau régional pour comprendre la problématique des personnes, qui immigreront, enfin de pouvoir mettre un terme à cela. Et là, on peut le faire qu'en améliorant des conditions de vie, de travail, de formations, d'études des femmes et des hommes même. Parce qu'il ne s'agit pas seulement des femmes. Moi j'ai toujours dit une chose, c'est que vous ne pouvez pas améliorer les conditions des femmes, si vous ne prenez pas en compte la problématique des hommes. Parce que si vous prenez des lois, lorsque vous äh ne faites des actions positives que pour les femmes, si vous n'incluez pas des hommes dedans. Si vous ne les expliquez pas comment ça se fait et comment eux ils pensent apporter leur contribution à cela, vous n'arriverez jamais à atteindre des objectifs, que vous êtes fixés. C'est à dire qu'on parle des femmes tout le temps. On dit voilà les femmes, le genre et etc..., mais en vérité, il faut inclure les hommes dans ces politiques là, dans cette démarche-là. Parce que finalement la femme se retrouve toujours avec l'homme, soit à l'école, soit au niveau du marché de l'emploi etc... Donc, si les hommes ont toujours la même mentalité rétrograde, ancestrale de la situation, ou bien de la représentation des femmes dans leur imaginaire, et bien les choses ne peuvent pas

évoluer. Il faut aussi former les hommes à l'émancipation des femmes, à leur faire comprendre qu'ils sont partie prenante de ce processus et ça leur sera bénéfique à leurs enfants etc.. Donc, disons äh, mon combat à moi, c'est de souligner qu'on ne peut pas aider des femmes, si on n'aide pas les hommes. Il faut pour que la situation des femmes change en Afrique de l'ouest change, il faut absolument que celle des hommes aussi change, au niveau de la mentalité, au niveau aussi des conditions de vie et de travail. Vous ne pouvez pas seulement améliorer celle des femmes et laisser les hommes de côté. Alors, pour moi, c'est quelque chose de global, même si les femmes, elles en souffrent de leur situation plus que les hommes, il n'en demeure pas moins que la pauvreté, elle touche tout le monde ici en Afrique de l'ouest. La population est pauvre, est extrêmement pauvre, et certainement la plus élevée au monde.

13 **I** : Vous avez souligné un point primordial là. Vous avez dit, s'il faut améliorer des conditions des femmes, alors automatiquement il faudrait améliorer celle des hommes aussi. Alors, ceci demande d'inclure des hommes dans le processus du développement aussi. Selon votre opinion, que peut faire concrètement la politique allemande de développement et peut être aussi malienne dans cette lignée pour enfin d'abolir la discrimination de la femme ? Quelles sont des mesures à prendre exactement ?

15 **B01** : Je peux vous répondre en quelques phrases ce que je peux suggérer, mais je pense que tout cela doit faire l'objet d'études sérieuses äh. Moi, je ne peux que donner mon point de vue. Alors, quand je dis qu'on ne peut pas procéder à l'émancipation des femmes sans inclure des hommes. Pour moi ça va tellement de soi. C'est à dire, par exemple prenons une famille, une famille malienne rurale, qui veut inscrire ses enfants. Vous savez qu'en principe pour des raisons de pauvreté la famille doit devoir choisir entre les filles et les garçons. Et la plupart du temps, c'est le garçon qui passe pour précieux. Alors, le garçon sera scolarisé et il ira à l'école. La fille va rester à la maison, aider la maman dans les travaux ménagers etc..., et on va la marier quand elle aura 12 ans. Mais si par exemple le garçon, qui va à l'école, on le fait comprendre, qu'il est nécessaire aussi de scolariser sa sœur, parce que c'est elle aussi qui va contribuer au développement de leur village demain etc.. Et quand elle sera lettrée, ça lui sera beaucoup plus facile. Et lui-même pour la satisfaction de voir sa sœur avoir de meilleures conditions de vie etc... Je pense que si le garçon arrive à entendre ce message, il va se préoccuper aussi de sa sœur. Il ne va pas laisser sa sœur à la maison en train d'effectuer des travaux ménagers et puis d'avoir se marier à 12 ans, 13 ans,

vous voyez. Donc, déjà, il faut changer les mentalités des parents, pour impacter sur les mentalités des garçons. Lorsque les garçons se retrouvent à l'école aussi avec des filles, on a tendance à faire la discrimination positive pour les filles. Mais je pense que là on ne donne pas des explications aux garçons. Et moi je dis que, la meilleur façon d'arriver à avoir des résultats, pour que plus tard les garçons et les filles soient au même niveau de compréhension, et puis ensuite continuer ensemble, sans préjugés, donc l'un pour l'autre au développement socio-économique de leur pays, c'est vraiment de le faire comprendre aux garçons pourquoi cette discrimination prévisible est appliquée aux filles. Et là, il y aura des changements de mentalités. Parce que sans changement de mentalités, on ne peut pas y arriver. On ne pourra pas. Parce que ce sont toujours les anciens schémas qui vont être reproduits et qui vont conduire à la situation de départ qui consiste à ce que la femme soit uniquement vue comme, voilà un outil reproductif obéissant et qui ne peut pas contribuer au développement socio-économique, directement äh. Indirectement, oui, elles font énormément des choses äh les femmes, au niveau rural. Vous savez la population rurale est la plus nombreuse au Mali. Je crois que c'est partout pareille äh, en Afrique de l'ouest. Donc, cette population-là elle n'est pas prise en compte suffisamment. À mon avis äh et c'est là que doit intervenir le changement. Je pense que le changement, il vient de la base. Il faut que à la base déjà on inculque les nouvelles mentalités aux parents, aux enfants pour que plutard äh, les choses puissent changer d'une manière globale. Lorsque vous retrouvez à l'université, filles et garçons en Afrique de l'ouest, on voit bien que le nombre est moins élevé que celui des hommes, voilà des garçons, des étudiants. Donc que les étudiantes représentent toujours les minorités. Bon, ça s'améliore avec le temps. Mais äh lorsque les filles vont à l'université, elles ont des problèmes spécifiques. Nous, on avait proposé longtemps en 2007, l'union africaine m'avait contactée pour proposer une étude sur la création des cellules „genre“ dans les universités africaines. Cette idée a été reposée sur le fait, que les filles étaient très peu nombreuses dans les universités et les enseignantes aussi étaient peu nombreuses. Donc, il fallait absolument prendre en compte de besoins spécifiques. Et la création de cette cellule genre avait pour objet, de répertorier les besoins, les contraintes, auxquelles font face les filles, les étudiantes et les professeurs femmes, pour qu'on améliore leur situation. Bon, le projet n'a malheureusement pas vu le jour. Et c'était regrettable parce que ça aurait pu résoudre une partie des problèmes. Voyez, alors, il y a tout ça, qu'on peut mettre en place, des actions comme ça, des actions de

sensibilisation aussi au niveau du travail, lorsqu'une femme est compétente et bien qu'elle ait la fonction qu'elle ait l'emploi, qu'elle ait le poste de responsabilité, auquel elle a droit. Ça ce sont des actions ponctuelles. Donc c'est pourquoi je dis que, si on ne sensibilise pas des hommes dès le bas âge, eh bien la situation ne changera jamais. Parce que des hommes ont des privilèges, dûs à cette situation, auxquels ils ne renonceront pas, si on ne les éduque pas en conséquence.

16 **I:** Merci madame. Je pose une autre question. Voilà, vous l'avez dit lors de la conférence qui avait lieu le 12 et 13 février dernier à Dakar et dans le cadre de la collaboration avec des chercheurs allemands et sur la question du développement en Afrique de l'ouest, je cite: "l'emploi des femmes en Afrique de l'ouest ne peut être mis en place avec le seul engagement financier" et vous avez appuyé: "La première condition pour réussir l'emploi des femmes est la volonté politique des gouvernements des 15 États d'Afrique de l'ouest et la deuxième condition un partenariat gagnant gagnant avec l'Allemagne" Que voulez-vous entendre par là exactement, en ce qui est de l'Afrique de l'ouest en général et le Mali en particulier?

17 **B01:** Oui, je réponds à la question. Je pense que vous parlez de volonté politique. C'est ce que je voulais dire äh, c'est la première condition. C'est à dire qu'il faut que le gouvernement s'engage. S'engage à travers des actes, à travers des discours pour que la situation change. Il faut le courage politique des gouvernants. Ça c'est la condition sinequanone. Voilà ce que je veux dire tout simplement. S'il n'y a pas d'engagement politique..., vous savez que normalement c'est la tête, äh le sommet qui donne l'instruction, mais là, moi je dis d'accord l'engagement politique, äh c'est très important, néanmoins ça n'exclut pas qu' au niveau de la base, qu'il y ait aussi une prise de conscience. Mais évidemment, s'il y a un engagement politique, s'il y a une volonté politique, cela va faciliter la tâche. Donc, c'est pourquoi c'est très important. L'engagement des gouvernements d'Afrique de l'ouest a vraiment changé, d'abord le système éducatif de manière qualitative et de manière instructive. Nous avons des situations extrêmement préoccupantes. Depuis plusieurs décennies, l'école en Afrique de l'ouest ne fonctionne pas. Ce sont de grèves permanentes d'enseignants, ou bien d'élèves, ou bien d'étudiants, la mauvaise qualité du matériel pédagogique, le manque d'infrastructures et d'équipements, äh le manque de connectivité, vous savez la connexion internet etc... Dans les zones rurales, il n'ya pas assez d'écoles, il n'y a pas assez de maîtres. Donc qu'il y a un déficit de formateurs de qualité. Et cela est successif

à une situation qui a été mise en place en 1985 avec des programmes d'ajustement structurel, comme vous le savez. Alors, de quoi s'agit-il ? Vous s'avez que en 1985 la banque mondiale décide qu'il faut que des fonctions publiques africaines licencient de personnels, des fonctionnaires. Parce qu'il y en avait un trop grand nombre de fonctionnaires, et l'idée c'était de "dégraisser le mammouth", le mammouth étant la fonction publique. Donc, les effectifs étaient trop nombreux äh selon la banque mondiale. Alors, ça a été fait. Äh on a dit comme dans tous autres pays d'Afrique de l'ouest äh, alors qu'est ce qui s'est passé ? Pour être vraiment très précise avec vous, pour que vous compreniez la problématique. On a d'abord fermé les écoles de formation de maîtres. Donc la formation initiale s'est trouvée au rabais. Alors, ensuite on a demandé aux fonctionnaires, donc aux enseignants, qui étaient dans la fonction publique de prendre leur retraite anticipée contre une somme dérisoire äh. Ça, c'était pour soi-disant déplomber le secteur privé dans l'éducation. Ensuite on a formé des vacateurs du personnel contractuel, qui n'avait aucune capacité, aucun niveau requis pour enseigner à l'école primaire. On a formé donc ces contractuels, qui n'avaient pas de niveau qui étaient soi äh voilà des titulaires, qui étaient en même temps des tailleurs, des mécaniciens etc... On les a formés sur le temps et on les a dit d'enseigner dans les classes, où il y avaient cent élèves. Et il y avait double division, double vacation aussi, c'est à dire äh on faisait venir les cohortes de cent élèves le matin et cent élèves le soir à la charge d'un seul enseignant. Alors, qu'est ce qu'il s'est passé ? Et bien les enfants, c'est vrai qu'on a élargie la pyramide scolaire, mais en même temps la qualité s'en est trouvée dégrader. Ce qui fait que ces enfants ont été poussés de classe en classe sans aucun niveau. C'est à dire que même si vous aviez 1 ou 2 de moyenne, vous passez en classe supérieure. Et ce sont ces enfants, qui se sont retrouvés à l'université. Puisque l'université devrait accueillir tous les titulaires du baccalauréat. On s'est retrouvé donc avec des enfants, qui n'avaient pas de niveau, qui étaient maintenant titulaires de baccalauréat et orientés à l'université. Et qu'est ce qui s'est passé ? Les effectifs de nos universités ont grossi. Et ça été ingérable. Parce que des premières - incompréhensible-. La première et deuxième année les filles ont été renvoyées à 50%, faute de capacité de pouvoir les suivre. Alors, c'est là, le rôle que peut jouer peut-être l'Allemagne. Parce que l'Allemagne a une forte expérience dans la formation professionnelle. Vous voyez tous ces enfants, qui allaient à l'université sans niveau, et normalement ils auraient dû s'en tenir en classe de terminal et pourvoir avoir accès à une formation professionnelle. On n'a absolument besoin de maçons, d'électriciens,

äh de techniciens, äh je ne sais pas. On a besoin des personnes, qui ont des compétences requises pour le marché d'emploi. Bon, il se peut qu'à l'université sont formés de cadres, de futures cadres, des diplômés, je ne dis même pas des cadres äh, qui n'ont aucune compétence, pour s'insérer dans le marché d'emploi. Et donc on n'a pas des besoins exacts du marché de l'emploi. D'abord il faut faire une étude des besoins, pour savoir quelles sont des compétences, dont on a besoin sur le marché du travail. Nous, on a fait une étude en 2007 au Nigéria en 100 universités. Et pourtant, les universités qui ont été sélectionnées, ont montré que 90% des diplômés de ces universités devraient se reconvertir pour trouver un emploi sur le marché du travail. Alors, ce qui veut dire qu'en somme pour former, on ne forme pas pour le développement. Et je pense que l'Allemagne a une expérience assez intéressante de ce point de vue-là, avec sa formation duale, avec les Fachhochschulen, [XXXX]. Donc, il y a des Fachhochschulen, il y a de formations duales etc., qui permettent d'avoir une formation pratique pour les diplômés, donc äh ils sont directement assurés sur le marché de l'emploi. Parce que la formation pour l'instant est au besoin. Alors là, je vous assure, moi j'ai été directrice [XXXX], avant de partir au [XXXX] et bien j'avais une faculté de langues des sciences du langage, où il y avait, äh disons onze mille étudiants, dont la quantité de neuf milles faisaient anglais. Vous voyez, neuf milles faisaient anglais, parce qu'ils pensaient avoir plus de chance, ce qui n'est pas le cas. Alors, pourquoi ne pas fermer donc, äh limiter le nombre d'étudiants là, et qu'ils y aient des écoles de formations professionnelles, et pour former dans des secteurs clés du développement. Parce que tous ces enfants, qui ont le bac, n'ont pas le niveau requis pour entamer des études académiques et devenir cadres etc... Donc, il faut faire des formations autres par exemple et ça, c'est la spécialité de l'Allemagne.

18 **I:** Alors, vous dites que des formations professionnelles pourraient offrir des opportunités pour le développement. Oui, dans le cadre de mon travail, je m'accentue spécifiquement sur les femmes et les jeunes femmes au Mali. Alors, si vous me permettez, je voudrais bien savoir, quels genres de formations selon vous seraient appropriées aux femmes et jeunes femmes maliennes ?

19 **B01 :** Généralement les femmes peuvent faire tous les métiers qu'exercent les hommes. Les métiers techniques äh. Vous savez les mécaniciennes, les électriciennes, les plombières, äh celles qui sont spécialistes du froid, elles peuvent faire d'architecture, ingénierie. Elles peuvent travailler dans les énergies renouvelables,

travailler dans la transformation des matières premières, des matières agricoles, parce que les femmes, elles sont actives dans l'agriculture. Donc, ce qu'il faudrait faire, ce qu'il faudrait arriver à former les femmes de manière à ce qu'elles puissent s'investir directement dans le développement au milieu local, äh dans leur milieu d'origine, pour qu'elles puissent promouvoir la société. Elles le font déjà, mais elles pourraient mieux le faire, si elles étaient appuyées techniquement. Donc, en transformant des matières premières, les produits äh par exemple de l'agriculture äh, parce que là il y a un fort besoin dans ce domaine-là. C'est même une question de survie pour elles, parce qu'il y a des périodes de sécheresse, où il n'y a pas, en Afrique de l'ouest vous savez, il y a des périodes vraiment de sécheresse où il n'y a pas äh, il y a une crise alimentaire etc., et la famine. Donc, en transformant les produits agricoles, elles arrivent à assurer la sécurité alimentaire. Je pense que ça, c'est vraiment une occupation, un investissement, qui serait vraiment aussi gagnant-gagnant, pourquoi pas ? Parce que les produits agricoles pourraient être exportés aussi dans d'autres pays de la région et même plus loin äh, parce qu'il y a déjà des produits, qui sont fait au Mali et qui n'existent pas ailleurs äh. Moi, je parle par exemple des fruits, des mangues etc... Donc, qu'il y en a beaucoup de secteurs dans lesquels, on peut aider les femmes pour renforcer leur autonomie financière, voilà. Donc, ça c'est une grande préoccupation, äh parce que les femmes ne sont pas assez autonomes financièrement. Ce qui fait qu'il y a une situation, qu'elles vivent au sein du foyer, äh et qui est contre leur émancipation. Je ne peux pas donner l'exemple concret. Vous savez, quand il y a la domination financière de l'homme sur la femme, les femmes ne peuvent pas se réaliser, ni socialement, ni intellectuellement tout ça. Alors, si une femme arrive quand même à être productrice à travers de nouvelles compétences et à générer les revenus, je pense que là, äh vraiment ça sera beaucoup les aider. Parce que dès qu'elles ont une autonomie financière, les femmes ont tendance à faire moins d'enfants. Ah, elles ont tendance à mieux s'occuper des enfants et elles ont tendance à mieux s'instruire. Donc, ça ce sont des conditions pour par exemple, pour soutenir les femmes. Parce que je sais qu'au niveau de l'aurore, il y a beaucoup de choses, qu'on dit äh, sur la natalité en Afrique de l'Ouest notamment au Niger et Mali. Ce sont des deux pays, où la natalité est la plus forte. Mais ce qu'on oublie de dire, c'est que ces femmes font beaucoup d'enfants pour assurer leur survie. Parce que la plupart des enfants, qui naissent, meurent aussi en bas âges. Même si la mortalité a diminué, mais le réflexe est toujours là, de faire beaucoup plus d'enfants, pour donner la chance à certains de

survivre, de pouvoir réussir. C'est une sécurité sociale äh, les enfants. Parce que dans les campagnes justement il n'y a pas de retraite. Aux milieux ruraux les femmes, qui n'ont pas été à l'école, il n'y a pas de retraite. La seule garantie pour elles ce sont des enfants. Donc, nous avons tous ces secteurs-là, où on pourrait appuyer les femmes. Je sais que l'Allemagne n'est pas le seul intervenant, mais l'Allemagne, je pense, serait un nouveau partenaire, qui pourrait profiter de sa bonne renommée en Afrique de l'ouest. Parce que c'est vrai, que l'Allemagne est très bien vue dans les pays surtout francophones et même anglophones äh. Et donc l'Allemagne pourrait agir de manière plus transparente en créant aussi un climat de confiance. Voilà, avec les groupes cibles, notamment les femmes.

20 **I** : Voilà, merci beaucoup madame. Je suis arrivée au terme de mon questionnaire. Mais encore permettez-moi de vous demander, si vous avez d'autres informations précises sur ce sujet, dont nous n'avons pas abordées.

21 **B01** : Je n'ai pas pour le moment des choses importantes à dire, mais je peux vous envoyer une étude, qui a été faite dans le domaine du genre au Mali. Donc que, peut-être ça pourrait vous intéresser. Donc, je vous envoie ça à tout hasard äh. Parce que c'est une problématique, qui est un peu cachée. Si non, vous dire de consulter des sites internet, pour avoir un peu plus d'étoffe et surtout les statistiques äh. Moi, je voudrais que vous vous basiez sur les statistiques, sur des études, qui ont été faites, pour alimenter votre thèse. Ça c'est très important. Les interviews c'est important, mais il faut aussi beaucoup lire. Je voudrais savoir si vous avez assez lu des documentations sur l'Afrique de l'ouest, notamment la situation des femmes en Afrique de l'ouest, pour donner corps à votre problématique. Voilà, ça c'est important de mon point de vue. La recherche et essayer d'analyser profondément les choses pour avoir en tirer votre propre conclusion. N'est-ce pas ? Ça c'est très important de mon point de vue. Essayer de lire äh le maximum d'informations, que vous trouviez en ligne ou bien dans les universités, auxquels vous avez accès sur l'Afrique de l'ouest, sur la situation de la femme en Afrique de l'ouest. Je vous enverrai des documents, dont je dispose et qui vont peut-être vous aider aussi. Mais spécifiquement au niveau de la coopération entre le Mali et l'Allemagne, je crois qu'il n'y a vraiment pas énormément des documents là dessous. Là, peut être aussi des interviews, que vous trouverez d'ambassadeurs allemands au Mali etc... J'ai mis ça sur une présentation, que je vous enverrai, qui est en anglais. Donc, je pense que le plus important c'est la collecte de documents

primaires et secondaires sur le sujet, de pouvoir bien analyser vous-même et de tirer votre propre conclusion. Ça c'est très important, que vous aillez de vous-même une propre lecture, pour en tirer des conclusions et orienter justement la décision au niveau de l'Allemagne et du Mali, pour que les deux ensembles usent des faits concrets de travail, pour sortir de base, pour justement renouveler la coopération dans le domaine de l'approche du genre, du développement et de la femme au Mali en matière d'éducation. Puisque l'éducation c'est la base de la formation et de l'emploi. Donc, tout commence par l'éducation de mon point de vue. Et tant que l'éducation sera dans cette état de délabrement au Mali et dans tout autre pays de la région, et bien, on ne pourra pas assurer le développement.

22 Merci de votre intérêt de l'Afrique de l'ouest. Je vous souhaite une très bonne continuation. Je serai disponible äh, si vous avez besoin de renseignements complémentaires, j'en serai disponible pour vous. Pour répondre à vos questions.

23 **I** : Merci beaucoup madame, c'est moi qui vous remercie de votre disponibilité et vos informations, qui m'aideront beaucoup dans le cadre de mon travail. Merci et bonne soirée. Aurevoir.

24 **B01** : Je vous en prie.

Experteninterview 2

Interviewpartner: Abd El Kader aus Senegal

Datum: 11.05.2020 um 16. 00 Uhr

Ort des Interviews: Horst, Deutschland

I = Interviewerin

B02 = Befragte 02

Der Experte ist ein gebürtiger Senegalese und kennt sich mit traditionellen, kulturellen, sozialen und religiösen Zusammenhängen sowie Genderfragen in der senegalesischen Gesellschaft sehr gut aus. In Deutschland hat er Politikwissenschaft an der Universität Hamburg studiert.

1 **I:** Ok, wir werden gleich anfangen. Ich beschäftige mich in meiner Arbeit mit der deutschen Entwicklungspolitik in Senegal und in Bezug auf Empowerment von Frauen in Bildung und Arbeitsmarktintegration in Senegal. Bei unserem Gespräch möchte ich erfahren, wie die Projekte vom BMZ in Senegal in der Hinsicht auf die Förderung von Frauen und Mädchen umzusetzen sind. Das Konzept des Gender GAP II setzt sich für die Förderung der Gleichberechtigung zwischen Männern und Frauen sowie deren Integration im Bildungsbereich und auf dem Arbeitsmarkt ein. Ich möchte wissen, welche Einstellung Sie dazu haben und ob die Initiative des BMZ in Senegal umsetzbar ist, wo sie dort die Herausforderungen sehen und wie das BMZ diesen begegnen kann.

2 Ich werde jetzt mit dem Interview beginnen. Der erste Teil beschäftigt sich mit der Umsetzung der BMZ Entwicklungspolitik in Senegal und meine erste Frage lautet: Welche Rolle kann die senegalesische Regierung in der Zusammenarbeit mit dem BMZ zur Eindämmung der Diskriminierung gegen Frauen und Mädchen übernehmen?

3 **B02:** Ok, Ja. Guten Tag. Also, ich kann viel dazu sagen. Aber ich möchte auch erstmal bekräftigen, und zwar, dass die senegalesische Regierung, also jetzt ohne Einmischung von äh, ich würde mal sagen, von ausländischen zivilgesellschaftlichen Einrichtungen, auch sagen, dass die senegalesische Regierung auch etwas im Sinne der Gleichstellung zwischen Frauen und Männern etwas getan hat und etwas tut und das wird sie auch immer tun. Äh, man hat das gesehen in den letzten Jahren. Die Frauen werden jetzt in den senegalesischen Sicherheitskräften einbezogen. Da sind

Frauen in der Gendarmerie, Frauen in der Polizei, Frauen in der Armee. So was gab es vorher nicht. Es gab schon Frauen in den medizinischen Bereichen in der Armee, aber das Frauen jetzt in den Kampf vermehrt einbezogen werden, das gab es nicht vorher. Und das gibt es jetzt seit zehn Jahren, schwer zu sagen. Ich weiß nicht mehr ganz genau, in welchem Jahr das angefangen hat, aber es wird schon viel getan in Senegal in der Hinsicht. Es gab schon Mitte der neunziger Jahre, ich glaube das war im Jahr 1996. Das gab schon Programme, also ein Bildungsprogramm im Rahmen der Tätigkeit eines, ähm, ich weiß nicht mehr, welcher Minister das war, aber ich weiß, dass äh es gab so ein Programm genannt SCOFI, scolarisation des filles. Das ist eine Schulung von Mädchen. Da wurden viele Mädchen in den Schulen einbezogen. So dass jetzt, wir haben jetzt gerade ein Plus von gebildeten Frauen, die jetzt gerade bereit sind, in anderen Lebensbereichen des Landes Senegal zu arbeiten. Dass mehrere Frauen Ärztinnen sein können, dass mehrere Frauen Ingenieurinnen sein können, weil vor zwanzig Jahren wurden mehr Frauen in den Schulen mit einbezogen, äh äh in Schulen einbezogen wurden. Genau, und in der Hinsicht würde man sagen, dass der Staat Senegal in der Frage von Gleichstellung zwischen Frauen und Männern eigentlich so ein äh sehr guter Gesprächspartner ist. Für Regierung des Westens oder für Organisationen, wie zivilgesellschaftliche Einrichtungen, so wie die, so wie das BMZ. Also, da wird schon was getan. Es muss noch verbessert werden, aber da muss man auch so einiges bedenken. Wir haben hier etwas, äh wir haben hier mit einem sehr, äh ich würde nicht sehr sagen, aber so einem konservativen muslimischen Land zu tun in Afrika. Wir haben unsere kulturellen Werte, wir haben unsere soziologischen Gegebenheiten, die es machen, dass schon vor Jahrhunderten, ich würde schon sagen, vor Jahrtausenden, dass Männer und Frauen einfach, dass Dinge standen, dass Männer und Frauen nicht gleichgestellt wurden. Also, es dauert. Das kann man nicht von heute auf morgen alles wieder heil machen. Das dauert. Das dauert bis man dann mit lokalen Akteuren reden kann. Mit Marabus, sie haben hier eine Macht in diesem Land. Sie haben in diesem Land, sie haben so ein äh Gewicht in diesem Land. Diese muss man auch mit einbeziehen, dass sie auch verstehen, was wir hier machen, gilt nicht für die Entfremdung des Landes Senegal, sondern für die Bekräftigung des Landes Senegal. Weil, wenn da mehrere Frauen in der Lage sind, zu arbeiten, Lehrerin zu werden, Ärztin zu werden, Ingenieurinnen zu werden, da wird jeder davon profitieren, ob Männer oder Frauen. Dass im Sinne von allen Senegalesen, dass man gleichgestellt wird. Aber auf der

anderen Seite man muss auch sehen, das Land hat auch Probleme. Es gibt auch hier Bildungsprobleme, Probleme der Bildungspolitik. Das betrifft nicht nur Frauen, sondern auch Männer. Zum Beispiel im Land da wird auch ähm in den ländlichen Ebenen, da gibt es Ecken, wo es dort keine Schulen gibt. Da kann man nicht von Diskriminierung sagen gegen nur Frauen. Da werden auch die Männer diskriminiert. Die Kinder, die Jungs, also, da müssen alle einbezogen werden. Aber was ich dann hier sagen kann, der Staat Senegal ist bereit, viel in der Hinsicht zu machen, im Sinne von Gleichstellung zwischen Männern und Frauen, aber da muss man auch den Staat Senegal mit einbeziehen, äh als Akteure, Hauptakteur in der Sache. Man muss auch mit lokalen Strukturen auch reden. Religionsführer, auf dem Land auch, dort wo das Problem am meisten besteht, dass Frauen nicht eingeschult werden, weil man kennt das Kulturelle nicht, mit denen muss man dann reden, und sie sagen, dass sie verstehen, dass das ist nicht eine äh, das ist nicht der Islam, dass es verbietet, Frauen in die Schule zu schicken. Das stimmt nicht. Es steht nirgendwo im Koran, dass Frauen nicht eingeschult werden dürfen. Das haben sich die Leute eingeblendet und das hat so lange gedauert und sitzt tief in den Köpfen, es wird einfach dauern, bis man wieder, äh das rauskriegt aus den Köpfen heraus. Das heißt, man braucht eine Kommunikationspolitik. Man muss mit den Leuten reden. Also, die Einbeziehung der Frauen, diese ganzen Politiken müssen auch in den lokalen Sprachen umgesetzt werden. Wenn man jetzt sagt, ja, da will die Bundesrepublik Deutschland Senegal helfen, dass die Frauen und die Männer hier gleichgestellt werden im Sinne von äh in der Bildungspolitik und auch auf dem Arbeitsmarkt, dann muss man auch die Hauptinteressenten ansprechen äh mit denen reden und Frauen in der Sprache, die sie verstehen.

4 **I:** Wer sind dann die Hauptinteressenten?

5 **B02:** Das sind die Frauen, die das eigentlich, äh wenn wir hier von Gleichstellung zwischen Frauen und Männern. Das sind die Frauen, die dann am meisten äh, das sind die Hauptinteressenten, weil sie haben eigentlich Interesse daran, dass sie gleichgestellt werden. Dass sie nicht mehr diskriminiert werden. Aber sie sind nicht die einzigen Gesprächspartner, weil man muss sie mit deren männlichen Kollegen, so zu sagen also, äh Landsleuten gleichstellen. Die müssen auch einbezogen werden, so dass sie verstehen, dass deine Frau, deine Schwester oder deine Lebensgefährtin die gleichen Rechte so wie du hast, dass du so dadurch nicht erniedrigt wirst, das ist

eigentlich eine Bereicherung. Aber da ist äh alles, die Leute muss man da neu sozialisieren. Man braucht eine neue Bestimmung der Regeln, der Prinzipien, das, was in der Gesetzgebung steht, muss halt so praktisch umgesetzt werden. Aber da muss man, wie ich gesagt habe, mit den Leuten reden, dass sie es umsetzen. Und die Leute ansprechen, die worauf äh äh die wirklich das äh ähm ähm, die eigentlich, wie soll ich es sagen, jetzt gerade die Ansprechpartner sind für diese Politik.

6 I: Ja, vielen Dank. Sie sagen ja, dass es bedarf eine Sensibilisierungsarbeit mit den Leuten vor Ort, also den Akteuren vor Ort, nämlich mit den Frauen, mit den Männer, damit man diese Aufklärungsarbeit leisten kann. Und was denken Sie genau, dass die BMZ-Entwicklungspolitik in Bezug auf Frauen machen kann, weil es mir ja immer noch um Frauen und Mädchen im Bereich der Bildung und Arbeitsmarktintegration geht? Geben Sie bitte da auch konkrete Beispiele.

7 **B02:** Genau. Sie können viel machen und vor allem, da redet man hier von einem Land der dritten Welt. Also, das Probleme, die wir hier haben in der dritten Welt, das ist äh ähm, es geht um Dinge, die vielleicht aus europäischer Sicht, die einfach nicht, überhaupt nicht so, wie soll ich das sagen, das ist äh, das ist so selbstverständlich hier, dass man ja, wenn irgendwas nicht geht, da gibt es ja schon die Behörde oder eine Stelle, die dafür verantwortlich ist. Weil diese als die Stelle gibt, diese als eine Struktur gibt, als Einrichtung, als äh politische Einrichtung von der Verwaltung mit Beamten, die dafür da sind, dafür arbeiten und dafür bezahlt werden. Es gibt diese Stelle manchmal nicht in Afrika. Wir haben nicht gleich solchen Stellen, dass man sagt, hey, wir gehen in so eine mittendrin in einem Dorf von Senegal 600 km weit entfernt von Dakar, dass man sagt hier, man braucht so eine Stelle eigentlich, so eine Einrichtung, die dafür da ist, mit den Leuten vor Ort zu kommunizieren. Solche Stellen müssen einfach dort geschaffen werden. Das heißt, diese Behörde, die äh auch, wenn es Ministerien gibt, die für die Gleichstellung zwischen Frauen und Männern sind. Die gibt es eigentlich nur wirklich in der Hauptstadt, denn wir haben diese Probleme mit der zentralen Politik. Alles wird von Dakar und aus Dakar gemacht. Aber trifft das wirklich die Betroffenen manchmal? Nein, weil die einfach so weit weg von denen sind. Und am meisten das wird im Sinne von irgendwelchen Workshops gemacht werden, in der Hauptstadt in Hotels. Man lädt irgendwelche Juristinnen ein, irgendwelche Frauen, die Richterinnen sind, oder irgendwo in irgendwelchen Unternehmen angestellt sind. Das ist gut, dass Frauen das geschafft

haben, aber das muss noch gemacht werden. Und wenn man das verbessern möchte, man redet nicht mit den Frauen, die das schon geschafft haben, eingeschult zu werden, Abi zu haben, universitären Abschluss zu haben und dann eine Ausbildung zu machen und irgendwo zu arbeiten, Karriere zu machen in der Verwaltung, in der Justiz, in der Polizei. Nein, man muss auf das Land gehen und das schon auch von Anfang an. So, man braucht so eine kleine Stelle. So eine Stelle, ich weiß nicht, was das für eine Stelle sein soll. Muss das eine Verwaltungsstelle sein? Und welche Stellen, die aus dem Ausland finanziert werden? Auf jeden Fall, man braucht so eine Stelle auf dem Land, die einfach diese Kommunikationsproblematik erstmal äh, die Sensibilisierungsarbeit erstmal aufnimmt, dass sie in die Orte gehen, mit den Bauern reden, mit den Familienoberhäuptern reden, weil manchmal es gibt so Situationen, wo das Familienoberhaupt möchte gern, dass seine Tochter in die Schule geht, aber wenn gerade die Frau eingeschult wird, wer soll dann zu Hause bleiben? Und das Essen vorbereiten, diesen Familienbetrieb alles noch in Gange so zu halten? Das ist manchmal nicht nur ein Problem der Gleichstellungspolitik zwischen Frauen und Männern, aber das ist einfach das Problem der Politik. Ist die Politik so darauf eingerichtet, dass Menschen es einfach leichter auf dem Land haben, dass Menschen Zugang zum Wasser haben? Ich glaube, wenn es in den Dörfern ähm so gemacht wird, dass Menschen nicht mehr zehn Kilometer laufen, um sauberes Wasser aus dem Brunnen zu holen, an stattdessen, dass sie Wasser aus der Leitung kriegen. Dann müssen nicht mehr Frauen so morgens, abends Wasser holen. Wenn es ein Dorf gibt, wo es Strom gibt, da braucht man jetzt nicht mehr zwei Stunden zu kochen, sondern mit Elektroherd kann man ja was machen, ganz schnell und so. Das heißt, je mehr, dass man für die Politik in den gesamten, also im breiteren Sinne des Wortes macht, dass die Entwicklungspolitik klappt, dass mehr Schulen in den Dörfern gebaut werden, dass mehr Straßen gebaut werden, dass es bessere Wohnungen in den Dörfern gibt, weil wir Probleme in Afrika haben. Dieser Sozialbau, ähm Sozialwohnungsbaupolitik, die betrifft manchmal nur die Städte, weil die Städte überfüllt von Leuten sind, die aus dem Land kommen, wegen Landflucht, aber wenn man das so gemacht hat, dass auch die Wirtschaft dezentralisiert wird, dass man irgendwelche regionalen Pole hat, dass man sagt, hier die Region Saint Louis hier gibt es Wirtschaft, hier gibt es einen Hafen, hier gibt es dies und das und alles und so. Alle Menschen aus dem Norden müssen nicht nach Daker strömen. Da schafft man schon so die Struktur, wirtschaftliche Struktur in Saint Louis, dass nicht alle

Leute nach Dakar kommen müssen. Da wird gebaut und umweltgerecht gebaut, so dass man sagt, hier kann man wohnen, ohne dass man seine Natur kaputt macht. Nicht dass äh ein Bauer jetzt durch diese Wohnungspolitik auch noch sein Land verliert. Wenn man alles das runter kriegt, dass die Menschen in den Dörfern und die weit entfernt von den urbanen Regionen sind, auch Zugang zum Wasser haben, Strom, bessere Gesundheitspolitik, dass die Krankenhäuser vorhanden sind. Da kann man schon das so praktisch machen, dass Frauen und also Mädchen und Jungs schon im Kindesalter gleichgestellt werden, weil die Frauen es nicht mehr nötig haben, für den Familienbetrieb jetzt gehen, Wasser zu holen, all das zu machen. Sie haben das nicht mehr nötig. Es reicht schon, wenn Wasser aus der Leitung vorhanden ist, dass man schnell mit so einer Energie kochen kann, dass es irgendwelche Busse gibt, die die Kinder in die Schulen von A nach B bringen können, dass die Kinder auch in die Schule gehen können, dass Kantinen gebaut werden können. Das alles spielt eine Rolle.

8 I: Ja, vielen Dank. Sie haben aber auch am Anfang gesagt, dass der senegalesische Staat bereits bisher vieles gemacht hat. Und es gibt jetzt Frauen, die zum Beispiel im Sicherheitsbereich tätig sind. Meine Frage ist, ob es einen Unterschied gibt zwischen den Frauen, die in den Dörfern, und denen, die in der Stadt wohnen. Diese Förderung des Staates, die Sie erwähnt haben, haben auch Frauen in Dörfern davon profitiert?

9 **B02:** Ja! Das sind immer noch diese ähm, diese Ungleichheiten, die da sind, dass man ähm, wenn die Regierung im Rahmen der policy making schon irgendwelche Gesetze erlässt, dass es leider Gottes, dass am meisten Menschen in den Städten davon profitieren als Menschen in den Dörfern. Selbst wenn das um Bildungspolitik allgemein geht, nicht nur im Sinne von Gleichstellung zwischen Frauen und Männern, sondern, dass man sagt, hier sollte ein Wettbewerb oder Aufnahmeprüfung gemacht werden, dass was der Staat Senegal für dies und das braucht. Am meisten Leute, die in der Stadt sind, haben mehr Chancen, weil sie kriegen diese Information meistens schneller mit. Jetzt vielleicht geht es ein bisschen anders. Anders ja, weil es gibt jetzt mittlerweile Internet auch in den Dörfern, ähm vielleicht nicht ganz in den Dörfern, aber außerhalb von Dakar in einigen Regionen, da gibt es schon Internet und alles und so, da kommen manchmal Informationen auch an. Aber man muss das so sehen, immerhin, das gibt immer noch diesen Unterschied zwischen Menschen in den Städten und Menschen in den ruralen Ebenen, die eigentlich diese Informationen

nicht mitkriegen. Die haben es viel schwieriger immer an irgendwelcher Opportunitäten wegen der Entfernung, Bewegungsmöglichkeiten heran zu kommen. Hat der Mann, der in Kédégou wohnt, die gleichen Chancen als der Mann, der in Dakar wohnt, wenn es darum geht, so eine Aufnahmeprüfung zu machen, um in der Armee oder in der Politik aufgenommen zu werden? Das hat auch eine Rolle gespielt. Wenn man jetzt sagt, ja, hier die senegalesische Armee braucht Frauen jetzt ähm für den Offizier-Werdegang, das ist klar, dass es Frauen in den Städten viel leichter als die auf dem Land haben werden. Allein schon aufgrund der Tatsache, dass meistens diese Aufnahmeprüfungen in der Stadt Dakar organisiert werden. Sorgt dafür der Staat Senegal, dass auch Kandidatinnen, die aus dem Land kommen, dass die auch die Mittel haben, finanzielle Mittel, logistische Mittel, dass man sagt, hier es gibt auch Leute in Ziguinchor, es gibt auch Leute in Tambacounda, es gibt auch Leute in Kédougou. Die haben diese ähm diese Kriterien erfüllt, sie sind gebildet, sind sportlich, sind jung, haben so eine Abi-Note 1 oder ich weiß nicht, sie haben BA-Note 1 und so. Sie können das auch machen (Unterbrechung). Also, für welche Bereiche ich erwähnt habe, es gibt schon ähm Förderprogramme von der Regierung für die Frauen, aber selbst da kann man schon so eine Art äh, wie soll man sagen, passive Diskriminierung. Also, eine Diskriminierung, ich würde mal auf Französisch sagen, *discrimination par négligence*. Das heißt, das ist nicht so eine aktive Diskriminierung der Regierung gegenüber Frauen, die auf dem Land leben. Aber das ist einfach so, dass die Strukturen in den Städten konzentriert sind, so dass, wenn die Regierung sagt, ja, wir wollen auch die Frauen in allen Bereichen des Lebens äh des Landes Senegal mit einbeziehen, da werden selbst andere Frauen diskriminiert, weil sie einfach auf dem Land leben. Und die haben nicht die gleichen Chancen wie die Frauen, die in der Stadt leben. Darauf wollte ich hinkommen und im Großen und Ganzen gesagt, der Staat Senegal macht bereits viel für Frauen, aber der muss noch mehr machen. Also, noch Verbesserungsebenen, wo man da noch ähm äh einige Fortschritte noch gemacht werden müssen.

- 10 I: Ja. Sie reden über Verbesserungen, dass im Hinblick auf die Frauen, die in den ländlichen Regionen wohnen, ein Verbesserungsbedarf der Maßnahmen besteht, wenn ich das so richtig verstanden habe. Was kann die Entwicklungspolitik des BMZ, das Gender GAP II hinsichtlich der Verbesserung zum Beispiel machen? Das ist eine Politik des BMZ, die sich für Frauenförderung einsetzt. Wie könnten diese Frauen, die in den ländlichen Bereichen leben, die von der senegalesischen

Regierung nicht viel profitieren, wie könnte konkret die BMZ-Entwicklungspolitik diese Frauen durch Hilfe erreichen?

11 **B02:** Ja! Das ist das, was ich eben sagte. Man braucht Stellen auch in den ländlichen Ebenen. Das heißt, da muss die Politik jetzt gerade dahin gehen, dass man sagt, dass die Sachen, die es in der Stadt gibt, die muss es auch auf dem Land geben. Wenn es irgendwelche Beratungsstellen in der Stadt gibt, dann soll man die Beratungsstellen auch nach dem Grundsatz der Gleichstellung zwischen den Bürgern, nicht nur zwischen Frauen und Männer, sondern zwischen Bürgern geben. Bürger eines Landes müssen und sollen gleichgestellt werden. Aber wenn es schon in den ländlichen Regionen an Schulen, an Krankenhäusern, an alles mangelt, das stelle ich es mir ein bisschen schwierig vor, dass die Regierung sagt, hier, wir werden noch Beratungsstellen für Gleichstellung zwischen Frauen und Männern öffnen. Da muss das BMZ jetzt sagen, hier es werden jetzt finanzielle Mittel bereitgestellt, so dass in den ländlichen Ebenen, werden die Regionen Senegal da Schulen bauen. Da soll dort geholfen werden, dass Schulen gebaut werden, aber gleich in diesen Schulen, da wo äh Frauen eingeschult werden müssen und sollen. Dafür muss man so eine Beratungsstelle für Gleichstellung zwischen Männer und Frau einrichten. Und dass die Beratung auch in der äh lokalen Sprache stattfinden kann. Dass, die Schülerinnen und Schüler, die in diesen Schulen eingeschult sind, das, was sie dort lernen, vielleicht auch in den Familien verbreitet wird. Sogas stelle ich mir als Maßnahmen vor, die das BMZ einbeziehen kann, und zwar auf lokaler Ebene einsetzen muss.

12 I: Ja, vielen Dank. Jetzt möchte ich auf einen anderen Aspekt eingehen, weil in der Regel und gerade solche Frauen, die in den ländlichen Bereichen leben, haben auch immer das Problem, dass sie den Männern untergeordnet sind. Das heißt, sie haben ein Problem von Entscheidungsautonomie. Das heißt, ihnen fehlt das Selbstbewusstsein und die Entscheidungsautonomie. Meine Frage ist, auch wenn Bildungsmaßnahmen für diese Frauen eingerichtet werden, wie können diese Maßnahmen den Frauen zugänglich gemacht werden, wenn deren Männer Entscheidungsträger sind?

13 **B02:** Ja, das ist immer diese zentrale Frage. Äh, welche Richtung geht der Staat Senegal. Will der Staat Senegal ein moderner Staat sein oder ist er ein Staat, der schon im Feudalismus stecken möchte? Ich glaube, wir in Senegal würden ein sehr moderner Staat werden, ein industrieller Staat, aber wir haben einfach unsere

kulturelle Identität, die das so macht, dass es seit Jahrhunderten, Jahrtausenden bei uns, dass wir, sogar ich als Mann, als Kind, immer hören muss, oder hören darf, dass meine ältere Schwester ist mir untergeordnet. Selbst, wenn ich als praktisch der Jüngste in meiner Familie, allein aus der Tatsache, dass ich Mann bin, mehr Rechte habe als meine ältere Schwester. Das ist was Kulturelles, was uns denn prägt halt. Das heißt, das dauert, es wird dauern, bis man das alles abbaut, dass dieser Gedankengang, dass man es anders macht, dass man sagt, ja, wir Männer sind den Frauen nicht überlegen. Frauen sind denen nicht untergeordnet. Das muss man den Frauen selbst beibringen, weil sie kennen das nicht anders. Sie leben das so seit Generationen. Du wohnst in eine Ecke, deine Mama war nicht zur Schule. Du hast vielleicht Glück gehabt, jetzt in die Schule zu gehen, aber wie sollst du jetzt gerade als Mädchen lernen, ältere Brüder, ältere Geschwister so mitzuteilen, oder sie verstehen zu lassen, dass hier ich Mensch bin und auch Rechte habe. Ich habe Rechte. Das heißt, das dauert. Das kann nicht von der Politik direkt an die BürgerInnen gehen. Das muss über lokale Akteure stattfinden. Man muss einige Akteure mit einbeziehen, die eigentlich das Sagen auf dem Land haben. Am meisten das sind Marabus, dass man mit ihnen redet, dass man denen sagt, ja, hier Herr Marabus, oder der Marabus von dieser Gegend, wir wollen, dass die Sachen normal organisiert, verbessert werden. Weil, das darf einfach nicht im Jahr 2020 sein, dass Männer und Frauen so leben müssen, dass da eine Frau kein Rederecht hat, dass die Frauen von allen wichtigen Entscheidungen im Familienleben ausgeschlossen werden, dass man sagt, dass die Frauen auch erben dürfen. Aber das muss man auch, wie ich gesagt habe, mit den lokalen Religionsführern, mit allen ein bisschen reden, dass das über sie umgesetzt werden kann. Das ist mein Vorschlag.

- 14 I: Ja. Vielen Dank. Sie reden über eine Aufklärungsarbeit, eine Sensibilisierungsarbeit und auch die Einbeziehung von Akteuren, aber nicht die Regierung, sondern den Akteuren vor Ort in den Dörfern.
- 15 **B02:** Genau, traditionelle Akteure, religiöse Figuren. Leute, die da am meisten auf dem Land das Sagen haben. Da wo die Regierung physisch nicht präsent ist.
- 16 I: Ja. Bei meiner nächsten Frage geht es um das Konzept Gender GAP II vom BMZ, das die Gleichstellung zwischen Männern und Frauen fördert, das versucht, Frauen zu stärken und ihnen eine Entscheidungsautonomie zu geben, das versucht, Frauen zu fördern, dass die sich im Bildungsbereich positionieren können. Aber in manchen

Ländern gibt es das Klischee, zum Beispiel auf dem Arbeitsmarkt, dass Frauen und Männer nicht so gleichgestellt sind. Auch so, dass es Tätigkeiten gibt, die Frauen so nicht aufgrund von diesem Klischee, diesen kulturellen Gegebenheiten nicht nachgehen können. Deshalb möchte ich aus der Perspektive der Männer erfahren, was Sie dazu als Senegalese, der in Senegal geboren und aufgewachsen ist, zu sagen haben. Und generell wie begegnen Männer diese Problematik in Senegal, also auch im Bildungsbereich?

- 17 **B02:** Genau! Da sieht man immer diese Ambivalenz, je nachdem, wo man geboren und aufgewachsen ist, in welchem Ort von Senegal, weil Senegal ist nicht so ein großes Land. Ich glaube, umfasst Senegal 200.000 km². Wir sind weniger als fünfzehn Millionen Menschen. Aber je nachdem, wo man geboren und aufgewachsen ist, da ist man anders geprägt dann halt. Wenn man aus Dakar kommt, in den Großstädten, vielleicht in Dakar, was eigentlich sehr geprägt ist oder durch diese 150-jährige Kolonialpräsenz, Frankreich geprägt worden ist. Da kann man anders ticken als meine männlichen Kollegen, die aus dem Land kommen. Also, in Dakar darf man in den richtigen ähm, was soll man sagen, in den städtischen Zonen in Dakar. In Dakar Plateau vielleicht ist man etwas liberaler in der Hinsicht. Äh, ich habe Kollegen, die irgendwo arbeiten, wo die Vorgesetzten Frauen sind. Die stört das nicht, dass man so eine Chefin auf dem Kopf hat. Die stört das gar nicht, die sind das schon gewöhnt. Die kennen das schon, die hatten schon mal Lehrerinnen in den Schulen. Das hat sie nicht gestört. Als sie da manchmal krank waren, da waren sie im Krankenhaus oder sie waren beim Arzt. Da war die Ärztin, die ihn untersucht hat. Er hat nie ein Problem damit gehabt. Aber ich kann dir schon Fälle berichten von Leuten, Männern, die krank sind, müssen untersucht werden, möchten sich aber nicht so nackt ausziehen vor einer Frau. Das ist gleich so eine Beleidigung für einen Mann, der in Dakar geboren und aufgewachsen ist aber schon weit weg von Dakar Plateaux, schon in der ländlichen Ebene von Dakar. Da ist man etwas anders, da ist man konservativer. Da spielen auch die Erziehung, die Religion und vor allem die Bruderschaftsangehörigkeit, weil wir haben Bruderschaften bei uns im Land. Der Islam ist ganz anders organisiert als in anderen muslimischen Ländern. Äh, deswegen ist man immer in der Frage ambivalent. Also es gibt Männer, die es nicht stört, mit Frauen zusammen zu arbeiten, dass man auch weibliche Chefs hat. Die stört das nicht. Im Gegenzug gibt es andere Männer, die sind bereit, zurückzutreten oder nicht mehr arbeiten zu gehen, wenn die mitkriegen, demnächst kommt eine Chefin her.

Das ist eine Frage des Egos. Die sehen das hier. Frauen sind von Natur aus nicht dazu berufen, solche Tätigkeiten auszuüben. Ja, das sind Tätigkeiten, denen nur Männer nachgehen sollen. Das ist immer dieses Problem, aber da muss man schon so eine ähm Sensibilisierungskampagne führen an den Männern, in der Männer Society, also ich würde sagen jetzt mit dem männlichen Anteil der senegalesische Gesellschaft, dass man mit denen redet, dass sie das schon verstehen, dass im Jahr 2020 Frauen auch Piloten werden können, dass eine Frau, die Ärztin ist, eigentlich auch einen Mann untersuchen kann, ohne dass es für diesen Mann eine Beleidigung bedeutet. Das nennt man reconstruction, das sagen die Franzosen dafür, dass irgendwelche Kategorien, die sich in denen psychisch festsetzten und diese muss man leider abbauen, aber das dauert, bis das weg ist. Also, das ist von heute auf morgen. Das wird schon dauern.

18 I: Also, Sie meinen, um die klischeehafte Diskriminierungspotenziale gegen Frauen abzuwenden, bedarf es eine Sensibilisierungskampagne, äh?

19 **B02:** Für die Männer, dass die Männer es verstehen, weil, wenn ich gerade bei diesem Diskriminierungsprozesses in der Logik von Täter-Opfer sagen würde, das sind die Männer, die männlichen Einheiten, die die Täter sind und Frauen dann sind Opfer. Man muss beide Seiten sensibilisieren. Man muss den Frauen auch allgemein beibringen, dass sie keine Untermenschen sind, dass sie keine niedrigeren Wesen sind. Frauen sind nicht minderwertig. Man muss denen klar vermitteln, dass sie nicht besser als die Frauen sind. Man muss zweigleisig fahren, aber um gerade jetzt diese Akzeptanz auf dem Arbeitsmarkt zu etablieren, dann muss man insbesondere mit den Männern reden. Den Frauen muss man beibringen, dass sie dazu fähig sind. Das heißt, wenn man jetzt über Woman Empowerment reden würde. Das heißt, ich bin ja damit einverstanden, ich kann das verstehen, ich kann das nachvollziehen, dass Frauen auch einiges machen können, einiges machen dürfen, aber wenn sie gerade die Fähigkeiten dafür haben. Das heißt, die Frauen müssen dafür ausgebildet werden. Also, ich bin dafür, wenn man sagt, ja hier, äh die Fluggesellschaft Air Senegal oder ich gebe jetzt ein Beispiel, es braucht auch Frauen als Piloten, klar. Ich kann das verstehen, solange sie gut ausgebildet sind, dass sie genau das gleiche machen, was die Männer machen können. Dann muss man die mit einbeziehen, weil sie das gleiche machen können. Also, Gleichstellung nicht nur, um gleichzustellen, aber Gleichstellung, weil man das auch machen kann. Es gibt solche Berufe, wo es da

wirklich auf die Kompetenzen ankommt. Wenn Frauen gut ausgebildet werden, dass sie auch gute Lehrerinnen sein können, dann müssen sie auch als Lehrerinnen vom Staat Senegal eingestellt werden. Wenn die gut als Ärztin ausgebildet sind, dann müssen sie genauso wie ihre männlichen Kollegen eingestellt und gleichbehandelt werden, bei gleicher Arbeit, gleichen Lohn. Ich kann das nicht verstehen, dass ein Mann die gleiche Arbeit macht wie eine Frau und mehr verdient als die Frau. Beide müssen gleichgestellt werden, bei gleicher Arbeit gleiche Rolle haben und im gleichen Alter in Rente gehen. Nicht dass, man sagt, ja eine Frau kann nur bis 60 arbeiten und der Mann kann bis 67 arbeiten. Damit bin ich nicht einverstanden.

20 I: Super! Dann komme ich jetzt zum anderen Punkt in unserem Gespräch. Sie haben ja gesagt, dass die Sensibilisierungskampagne bezogen auf die Arbeitsmarktintegration für Frauen insbesondere für Männer sehr wichtig ist, aber auch die Frauen müssen im Hinblick auf deren Stärkung über ihre Rechte aufgeklärt werden. Da bin ich jetzt interessiert, ob die Regierung in der Hinsicht schon etwas in Gange gebracht hat. Gibt es schon von der senegalesischen Regierung her Aktionen, die die Frauenrechte fördern und die Sensibilisierungsarbeit über Gleichstellung zwischen Frauen und Männer und bezogen auf den Arbeitsmarkt macht, Frauen unterstützen?

21 **B02:** Also, meinen Sie jetzt, ob die Regierung eine Sensibilisierungskampagne gemacht hat, damit die Männer es verstehen, dass sie auch demnächst den Frauen gleichgestellt werden?

22 I: Ja.

23 **B02:** Also, so eine, ähm ich würde mal sagen eine Informationskampagne, nur für die Männer?

24 I: Ja.

25 **B02:** Vielleicht hat es sie gegeben, aber ich bin mir jetzt nicht 100% sicher, dass es so gewesen ist. Es kann sein, aber ich glaube nicht, weil ich würde das mitkriegen, weil ich arbeite auch mit den Regierungskreisen, wenn so was sich ergeben würde, würde ich es durch den Kreis als erstes mitkriegen. Es kann sein, dass die Regierung diese Sensibilisierungskampagne gemacht hat, für die Frauen, die Frauen waren die Ansprechpartnerinnen, aber indirekt. Da wurden Männer mit einbezogen. Das kann ich mir vorstellen, aber so eine Kampagne, wo die Regierung sagt, wir reden nur mit

den Männern, damit sie die Problematik der Ungleichbehandlung von Frauen verstehen, dass sie sind den Frauen gleich und demnächst werden eure Frauen, eure Tanten und eure Cousinen euch gleichgestellt, dass hätte ich mitbekommen. Also, das glaube ich nicht.

26 I: Aber ist diese Problematik der Diskriminierung von Frauen in der senegalesischen Gesellschaft bzw. Regierung bekannt oder thematisiert?

27 **B02:** Die Diskriminierung gegen Frauen wird in Senegal schon thematisiert, aber da merkt man schon, dass das Problem eigentlich nicht nur an dem Problem der Gleichstellung zwischen Frauen und Männer liegt, sondern allgemein an dem Problem der allgemeinen Bildungsproblematik. Das heißt, je mehr Leute gebildet werden, auch Männer, Zugang zu Bildung haben, desto offener sind sie für das Miteinbeziehen von Frauen in weiteren Lebensbereichen des Landes. Aber wenn man da schon mit einem Land zu tun hat, wo viele selbst nicht eingeschult wurden, Männer, wie kann man ihnen noch erklären, hier ihre Frauen sind euch gleichgestellt. Das wird schwierig sein. Ja, das heißt, man muss immer das so betrachten, diese Gleichstellung zwischen Frauen und Männer ist ein Unterteil - unverständlich. Je mehr sich ein Land entwickelt desto ist das logischer, also desto ist das dann Frauen ähm in bestimmten Lebereichen reinzubekommen. Die da rein zu setzten. Je mehr die Bevölkerung gebildet ist, also ob man Frau das sagt, hier gibt es eine Schulpflicht, alle müssen von der Grundschule bis zum Abi in der Schule sein, wenn man solchen Standard hat, dann kann ich mir vorstellen, dass man sagt, ok hier, nach zwanzig Jahren, wenn das so ist, dass Männer und Frauen gleich gebildet sind, das können auch Frauen durchaus machen, was die Männer machen. Und die Männer werden das auch verstehen, weil sie haben das als Beweis bekommen. Wenn man in so einer Klasse sitzt, wo es 50 Schüler in einer Klasse Zimmer. 45 sind Jungs und 5 davon sind Frauen und du kannst dir sicher sein, allein 2 von diesen Frauen werden es nicht bis zur Abi Klasse schaffen, denn die 2 werden verheiratet. Es gibt so ein Problem, vielleicht sollte man das thematisieren. Auf dem Land, da werden schnell Frauen verheiratet, weil das ist kulturell bedingt, das ist ein Teil unserer Identität. Dass man sagt, ja eine Frau mit 18 oder 19 muss sie verheiratet sein, muss sie einen Mann haben. Hast du einen Mann, dann bist du demnächst schwanger. Hat sie ein Kind, muss sie es ernähren. Wie soll diese Frau auch, wenn sie klug ist, ihrer schulischen

Laufbahn nachkommen und Ihre Schulbildung beenden, geschweigen denn einen Uniabschluss erwerben, oder eine Berufsausbildung ausüben? Das wird schwierig.

28 I: Aber da sind ja schon festverankerte Strukturen, wenn ich das so interpretiert kann, die insbesondere im Land da bestehen. Aber wie kann man diese Frauen, die solchen Lebensbedingungen ausgesetzt sind, trotzdem im Bildungsbereich fördern?

29 **B02:** Genau. Da muss sich der so organisieren, dass man sagt, ok, wir machen das so. Wir kriegen eine Schulpolitik. Es gibt Schulpflicht für Mädchen und Jungen. Mädchen gehen in die Schule. Also, je früher die anfangen, desto höher ist die Chance, dass sie mit der Schule fertig werden, bevor sie früh verheiratet werden. Ein Mädchen, das schon mit fünf Jahren in die Grundschule geschickt wird, das heißt nach dreizehn Jahren macht sie schon Abi, sie ist schon 18. Das heißt, wenn sie mit 19 verheiratet ist, kann man sie immer, da muss man das sagen, ja, kann man das so machen, dass eine Frau verheiratet, Mutter sein kann und gleichzeitig studieren kann, lernen. Das man sagt, wir machen es wie in Europa hier. Es gibt Abendschulen, es gibt vielleicht so Sonntagsschulen, ich weiß es nicht, wie man das organisieren kann, dass man als eine Frau gleichzeitig Mutter sein kann, also Ehefrau, Mutter und auch noch Studentin. Dass man sagt, wir bringen Bildung und Familien in den Dörfern zusammen. Dass die Schulen so darauf eingerichtet sind, dass sie Schülerinnen auch während ihrer schulischen Ausbildung, Eltern sein können oder ich weiß es nicht.

30 I: Aber dann gibt da ja ein anderes Problem mit Kinderbetreuung, weil sie haben ja am Anfang gesagt, dass die meisten Frauen sich aufgrund von familiärer Verantwortung um den Haushalt und die Kinder kümmern. Wie könnte die Kinderbetreuung gewährleistet werden?

31 **B02:** Genau. Deswegen meine ich gerade, was das BMZ gerade macht eigentlich, das ist ein Unterteil der allgemeinen Entwicklungspolitik. Das heißt, wenn alle Bedingungen bereits in den Dörfern vorhanden sind. Das heißt, es in den Dörfern Krankenhäuser für Frauen gibt, was in manchen afrikanischen Ländern nicht der Fall ist. Es gibt meistens keine Stelle, wo die Frauen jetzt entbinden können zum Beispiel, in Sicherheit alles und so. Das wird immer so sein, dass man ins nächste Dorf fahren muss. Es gibt so eine hohe Sterberate bei der Geburt in Senegal. Man braucht medizinische Strukturen in den ländlichen Bereichen und wenn man das schon hat, und man hat schon die Berufsschulen und alles, dass man sagt, kann man noch hier

sein, wir machen das so, dass eine Frau, die eigentlich jetzt nicht zu Hause aushelfen muss, weil sie auch als Haushaltkraft zur Schule gehen muss. Wenn die schwanger wird, kann sie trotzdem nach ihrer Schwangerschaft weiterhin studieren, weiterhin lernen. Aber das alles ist ein Teil der Entwicklungspolitik. Das kann man nicht nur im Rahmen der Genderpolitik erreichen, da muss der Staat Senegal, müssen die Akteure viel finanzielle Mittel bereitstellen, so dass alles geschehen kann. Das ist mein Standpunkt.

32 I: Ja, sehr gut. Sie haben viel gesagt, aber wie würden sie im Hinblick auf die Arbeit des BMZ zur Stärkung von Frauen und Mädchen in Bildung und Arbeitsmarktintegration alles zusammenfassen? Wo sehen Sie zum Beispiel die dringlichen Aufgaben der Entwicklungspolitik in dieser Hinsicht in Senegal? Bitte nennen Sie auch da ein konkretes Beispiel.

33 **B02:** Genau. Das soll einfach eine Bedingung der Entwicklungspolitik sein. Dass man jetzt hier, wir stellen gerade Mittel, finanzielle Mittel bereit. Wir sorgen dafür, dass das Geld ankommt, da wofür es gedacht ist, dass man sagt, jetzt, die Bundesrepublik Deutschland als Land gibt das Geld und sorgt auch dafür, dass Unternehmen auch aus Deutschland kommen und dort die Projekte verwirklichen. Dass die Unternehmen, die genauso hier in Deutschland die Schulen und Krankenhäuser bauen, genauso in Senegal in den Dörfern die genauen Schulen, die genauen Krankenhäuser mit dem gleichen Standard bauen. Wenn die Entwicklungspolitik da ansetzen kann, dann kann sie auch sagen, hier, die Regierung Senegal, wenn sie uns jetzt so helfen, als Akteure, als Staat, weil das BMZ kann Senegal als Staat nicht ersetzen. Das BMZ kann helfen, aber kann den Staat Senegal nicht ersetzen. Daran arbeitet der Staat Senegal gerade in seine policy making, dass Frauen auch mit einbezogen werden, durch Schulpflicht für Frauen und Männer. Man braucht auch so Gesetzte, die die Frauen auch schützen. Wir haben ein Problem in Senegal, in ländlichen Bereichen, gibt es manchmal Schülerinnen, die von ihren eigenen Lehrern geschwängert werden. Das sind alles Sachen, woran gearbeitet werden muss. Man sagt ja eh, wir brauchen Internate, etwa so wie ein Campus, wo Frauen, die aus dem armen Verhältnis kommen, dass man sagt, ja, hier kann die Frau von Montag bis Freitag wohnen, so eine Art Wohnheim für Schülerinnen, dass sie dort auch etwas zum Essen bekommen, dass die außerschulischen Bedingungen, die Schullaufbahn eines Mädchen nicht sehr negativ beeinflusst. Das man sagt, ja, hier,

die Frau kann unter diesen Bedingungen richtig gut zur Schule gehen, ohne irgendwelcher Gefahr ausgesetzt zu werden, also dass man sagt, auch hier die Regierung sagt, ja, ok wir machen das jetzt so, wir haben ein Mindestalter einer Hochzeit, für eine Ehe, dass Mädchen erst mit 19 Jahren verheiratet werden können. Und wenn, dann ist sie verheiratet, aber noch jung und das Land Senegal braucht sie als Kraft, weil sie schon gebildet ist, da wurde schon investiert. Das macht keinen Sinn, eine Schule in den Dörfern aufzumachen, Lehrer zu bezahlen, die dort unterrichten, dass mehr Schüler in den Schulen eingebunden werden und dann festzustellen, dass nach zwölf, dreizehn, vierzehn Jahren alle SchüllerInnen haben die Schulausbildung abgebrochen, weil die alle Mütter geworden sind und geheiratet haben. Das macht keinen Sinn, dass wofür der Staat Senegal so viel Geld ausgegeben hat, dass wofür Wirtschaftspartnern von Senegal, Entwicklungspartnern von Senegal, irgendwelche in Deutschland oder irgendwelche aus der EU oder so was, dass da finanzielle Mittel da eingesetzt und auch genutzt halt werden. Das heißt, allein die Ehe oder die Schwangerschaft einer Frau darf kein Hindernis sein. Das heißt, man muss das so organisieren, so dass Frauen trotz soziologischer Gegebenheiten das auch immer weiter schaffen, dass man sagt, ja, sie können das Familiäre und eine berufliche Ausbildung gleichzeitig machen, weil es der Sinn der Sache ist, wenn die eingeschult sind, dass sie später einen Beruf erlernen können, den sie ausüben können. Waren sie in der Schule? Haben sie einen Beruf erlernt? Da gibt es einen Arbeitsmarkt, der offen ist, da werden sie auch dort mit aufgenommen. Daran muss der BMZ viel arbeiten, viel leisten.

34 I: Ja. Super. vielen Dank. Sie erwähnen immer wieder den senegalesischen Staat als Akteur, der viel in Genpolitik machen sollte, aber gibt es sonst andere Akteure, wie zum Beispiel die NGOs, die in die Genderarbeit mit einbezogen werden können? Wenn Sie bezogen auf Senegal daran denken, gibt es da auch nicht staatliche Organisationen, die sich in Senegal für Frauenförderung in Bildung und Beschäftigung einsetzen?

35 **B02:** Hmm, naja. Es gibt schon viele NGOs in Senegal. Jetzt die Frage ist, was die NGOs dort machen? Ist das richtig effizient? Das ist schön, dass man sagt, ja, man ist in so einer kanadischen NGO, man ist in einer ostamerikanischen NGO, man ist in einer EU gestützten NGO, keine Ahnung, die Senegal unterstützt und dort tätig ist. Aber man hat so ein Büro in Dakar in der Hauptstadt, aber man fährt alle zwei

Monate, alle sechs Monate auf das Land, um an einem Projekt, so ein Schulprojekt zu arbeiten. Aber ist das wirklich effizient? Das ist eben die Frage. Deswegen bin ich da ein bisschen skeptisch. Ich höre von vielen NGOs, die meinen, dass sie viel für ähm die Gleichstellung zwischen Frauen und Männern in Senegal tun, aber rein konkret, was machen sie denn da? Vielleicht muss man die Frage an die NGOs selbst stellen. Da muss man untersuchen, was sie dort gemacht haben, was sie dort leisten und dann vielleicht wirklich gucken da mit ihren Zielen nach langjährigen ähm Praxiserfahrungen, also auf dem Feld, da gucken sie auch, was die NGOs verwirklichen möchten, ob sie die Ziele erreicht haben. Ich glaube nicht, dass sie das geschafft haben. Ich glaube nicht.

36 I: Gut. Danke. Damit sind wir auch jetzt am Ende unseres Gesprächs angekommen. Dennoch habe ich noch eine Schlussfrage an Sie, ob Sie allgemein noch eine wichtige Information haben, die Sie mir mitteilen möchten und worüber wir nicht gesprochen haben.

37 **B02:** Ja genau. Vielleicht die Sache, die ich schon erwähnt habe. Also das Land Senegal hat äh viele Felder, wo sie viel Anreiz noch leisten muss, das Problem ist, wenn du jetzt gerade in Senegal bist und sagst du jetzt hier, wir, die deutsche Regierung möchten gerne, dass die senegalesischen Frauen den senegalesischen Männern gleichgestellt werden, da werden sie sagen, hallo, wir haben andere Probleme hier im Land. Wir haben hier Armut, wir haben hier Arbeitslosigkeit, wir haben hier Krieg in den Nachbarländern. Da sind so viele Baustellen, dass man sagt, hier mit der Genderpolitik ist es noch nicht relevant. Das ist schon relevant, was hier in dieser Hinsicht gemacht werden muss, aber das heißt, es gibt andere Themen, die die Regierung Senegal so sehr beschäftigt jetzt auch in Zeit von Corona. Da muss man ja sagen, ja, wir helfen diesem Land, allgemein diese Probleme zu meistern und, indem diese Probleme gemeistert werden, wird dieses Problem zwischen Frauen und Männern gemeistert werden. Solange, dass der Staat Senegal genug Krankenhäuser hat, genug medizinische Pflege, Fachpersonal, also ausgebildetes Fachpersonal hat, die wirklich effektiv geeignet sind, die vielleicht die Möglichkeit haben, hier in Deutschland zu studieren oder hier ein Praktikum zu machen. Diese Frage soll in der BMZ-Entwicklungspolitik auch mitberücksichtigt werden. Ja, das war meine Schlusssatz.

38 I: Ja, herzlichen Dank für das Gespräch und Ihre Zeit dafür. ich wünsche Ihnen noch einen schönen Nachmittag.

39 **B02:** Ihn auch und Tschüss!

Experteninterview 3

Interviewpartner: GIZ Senegal

Datum: 18.05.2020 um 15. 00 Uhr

Per Microsoft Teams

I = Interviewerin

B03 = Befragte 03

*Die beiden Expert*innen sind Mitarbeiter*innen der GIZ Senegal. Sie sind für die Umsetzung von Projekten im Beschäftigungsbereich zuständig.*

1 I: Voilà comme je vous le disais le premier volet de ma question repose sur l'implémentation de la politique allemande de développement en matière de genre au Sénégal. Il 's'agit donc de la praticabilité de cette politique pour appuyer les femmes et jeunes filles sur le domaine de l'éducation et de l'emploi. Et ma première question est la suivante : Quels sont les projets que vous menez au Sénégal pour renforcer la place des femmes dans l'éducation et promouvoir leur intégration au marché du travail ?

2 **B03** : Très bien. C'est une bonne question. Et quand on parle d'éducation c'est l'éducation diplômante n'est-ce pas ?

3 I: Oui

4 **B03**: D'accord, voilà, donc nous avons beaucoup de programmes au niveau de la GIZ au niveau du Sénégal, qui travaillent sur ces questions-là. Donc, globalement et pratiquement tous les projets de GIZ Sénégal travaillent à la fois sur la formation et l'intégration emploi. Et quand on parle de l'intégration emploi, il y a un volet genre qui est extrêmement important. Pratiquement tous les indicateurs des projets GIZ prennent en compte le volet genre. En général vous voyez au minimum 50% des femmes, au minimum 50% des femmes et des jeunes etc... dans les indicateurs. Donc, à chaque fois nous avons cet aspect genre qui est vraiment pris en compte de manière très très importante dans nos différents indicateurs. Donc ça pratiquement tous les projets au programme de la GIZ prennent en compte l'aspect genre dans les indicateurs, mais aussi principalement sur les programmes de formations. Vous voyez ? Par exemple là le programme dans lequel nous travaillons avec [Nom d'une personne] qui s'appelle "Easy Jobs", vous connaissez sûrement peut être ce

programme-là de la GIZ. Donc un volet extrêmement important, renforcement des capacités au niveau de formation. Et la formation pourquoi ? Pour trouver de l'emploi. Donc l'objectif final de "Easy Jobs", c'est l'emploi, de trouver de l'emploi. Et donc à travers des formations, à travers des capacitacions, donc pour permettre aux gens de trouve de l'emploi. Et moi-même par exemple je pilote un programme qui s'appelle "Developp PPP", donc partenariat pour le privé. Et ce programme est également mis sur la formation pour que les jeunes puissent trouver de l'emploi, donc les jeunes et les femmes. Et nous aussi nous avons dans nos indicateurs les aspects genre. Donc que, par exemple nous devons sur ces structures là que nous créons au minimum avoir 50% des femmes, des filles et jeunes. Voilà donc ça c'est vraiment une question qui est transversale à tous les programmes de la GIZ, où on tient en compte l'aspect genre au Sénégal.

5 **I:** Merci beaucoup. Vous venez d'évoquer le cas des formations mises en place entre autres pour des femmes et jeunes filles. J'aimerais savoir le contenu concret de ces formations, sur quels thèmes et objectifs sont-elles basées.

6 **B03:** Alors, pour l'instant parce le programme "Easy Jobs" pour lequel je peux parler, il y a d'autres programmes qui ont déjà fait des activités dans cela, mais malheureusement je ne peux pas parler pour eux, parce que je ne les maîtrise pas, mais pour "Easy Jobs" on a commencé en fin d'année 2019 et je peux dire même réellement en 2020, parce que toute la deuxième moitié de 2019 on était en train d'installer des programmes etc... C'est vraiment en 2020 qu'on a commencé dérouler les activités. Donc pour l'instant il n'y a pas vraiment beaucoup de formations à faire. Il y a beaucoup de projets en cours. Et par exemple il y a un projet e cours pour des femmes dans tout ce qui est transformation par exemple, transformation de céréales par exemple dans und région du Sénégal. Il y a d'autres formations avec des jeunes sur le numérique par exemple. Vous voyez ? Pour l'instant c'est pas encore des formations effectives. On était en train de lancer des activités lorsqu'on a eu la crise du COVID 19, qui a un peu retardé un peu les choses. Pour l'instant je ne peux pas vous dire qu'on a formé tant de femmes, tant de jeunes femmes. On n'a pas encore fait ça pour l'instant dans le cadre du programme "Easy Jobs", mais au niveau du GIZ Sénégal il y a des programmes qui ont déjà déroulé plusieurs activités de formation, malheureusement je ne peux pas parler pour eux, parce que je ne maîtrise pas ce qu'ils font vraiment.

7 **B03:** Oui, je vais ajouter quelque chose par rapport à ce que mon collègue vient de dire. Effectivement avec le programme "Easy Jobs" l'indicateur le plus important, c'est l'indicateur genre, l'emploi et réhabilitation. C'est à dire créer des emplois qui vont durer dans le long terme. Mais surtout le concept de genre, parce qu'avec notre directrice [Nom de personne]. Elle est vraiment vraiment à cheval sur tout qui est intégration de l'approche genre dans toutes nos activités et dans tous nos programmes que nous avons déjà eu à organiser, ou bien que nous sommes en train de programmer pour l'organiser. Par exemple avec le confinement on était en train d'organiser un atelier sur le dialogue des parties prenantes, et là on avait reçu des invitations venantes de nos partenaires. On n'avait pas encore solliciter telle personne ou telle personne, mais les partenaires nous avaient eux-mêmes proposé leurs propres invités. Alors, quand j'ai reçu la liste, je l'ai montrer à [Nom de personne] et là elle m'a dit pourquoi il y a plus d'hommes que de femmes ? Elle m'a dit, va te renseigner et essayer de voir, est ce que dans ces structures là il n'y a pas de femmes, qui aient les mêmes compétences que ces hommes-là, et à la place de ces hommes-là on va inviter ces femmes-là. Alors, j'étais en train de faire cette procédure là et d'ailleurs même on a eu quelques retours positifs. On a remplacé les invités par d'autre femmes, qui ont les mêmes compétences ou bien d'ailleurs plus même. Mais malheureusement avec le confinement actuellement on est en mode de pause par rapport à cet atelier de dialogue des parties. Du moins à part cela sur la question formation des femmes, mon collègue ce qu'il a dit est bien vrai. Il n'est pas trop trop au courant de ce qui se passe dans les offres opposantes, parce que le programme "Easy Job" c'est un ensemble de sous programmes, de sous équipes. On la composante de PME, composante de Business et les autres composantes. Alors pour la composante PME moi je travaille souvent avec eu par rapport au soutien logistique des activités, qu'ils organisent. Alors, ils ont comme assez des activités pour une formation pour des femmes. Les femmes qui sont dans le cosmétique, art et déco. La composante PME a recruté un consultant. Le consultant qui forme les femmes deux fois par semaine ou bien une fois par semaine ici même au bureau de la GIZ. Et ces femmes là avant elles n'avaient pas assez des outils pour faire connaître leurs produits sur le marché internationale ou bien bien pour attirer assez de clients d'elles. Et la composante PME s'en est chargée et elles viennent une fois ou deux fois par semaine. On imprime les documents, on les donne ça et donc après le cours il est là une heure ou bien deux heures de temps dans la salle des réunions. Il les formes à travers ces outils-là adaptés par rapport au produits qu'elles

produisent parce qu'elles sont dans la cosmétique, l'art et la décoration. Et avant elle disais qu'elles ne savent pas comment faire pour vendre leurs produits, comment faire pour exporter leurs produits à l'internationale parce qu'elles rencontrent soit des problèmes ou bien elle n'avaient pas assez de contacts qui pouvaient leur permettre en tout cas d'écouler leurs produits. Et c'est vraiment la composante PME, elle a vraiment fait le bon travail par rapport à la formation de ces femme-là vraiment.

8 **I:** Oui, c'est de très bonnes activités déjà pour appuyer les femmes. Ma prochaine question la suite. Comment pouvez-vous d'écrire votre expérience de travail ? Où voyez-vous le décalage entre la théorie et la pratique dans votre pratique de consultant ? Où trouvez-vous des difficultés dans la promotion des femmes dans l'éducation et au marché de l'emploi ?

9 **B03:** Excusez-moi le micro était coupé, c'est pour cela que vous ne m'entendiez pas. Alors, il faut savoir que structurellement en général au Sénégal il y a deux emplois, l'emploi formel et l'emploi informel. Donc c'est des emplois formels en général les femmes ne y sont pas très présentes. Notamment il y a des secteurs, où il y a peu de femmes. Mais sur les emplois informels là on en trouve vraiment beaucoup de femmes. Par exemple elles sont situées dans les petits commerces, l'artisanat, les métiers comme ça, vous avez vraiment les femmes qui sont présentes là-dessus. Il y a également l'agriculture qui s'occupe 55 à 60% de la population où les femmes sont très présentes. Et malheureusement dans le secteur les femmes sont presque "exploitées", parce qu'il y en a peu de femmes qui ont accès à la terre. Elles cultivent, elles travaillent mais elles n'ont pas accès à la terre. Et souvent dans le monde rural elles travaillent plus pour le compte de leurs maris que pour leur propre compte. Donc elles font l'essentiel du travail, mais en général c'est les hommes qui détiennent les terres et n'ont pas les femmes. Et quand on est milieu formels là on a une nette différence entre des hommes et les femmes au niveau de l'emploi. Spécialement cela est dû au fait qu'au niveau de l'éducation déjà, nous voyons qu'au niveau du supérieur il y a une disparité. Vous voyez, il y a toujours plus de garçons que de filles dans les universités et d'écoles de formation. Ça c'est structurellement comme ça. C'est lié également à des déterminants socio-culturels, qui font qu'il y a beaucoup de filles qui abandonnent l'école très tôt, aussi à la base qu'on a un taux de scolarité très assez bon à la base, mais il n'y en a beaucoup qui arrêtent l'école assez tôt, soit parce qu'elles sont mariées, soit parce qu'elles doivent aider aux travaux ménagers etc...Donc il y a

beaucoup de facteurs qui font que beaucoup de filles arrêtent l'école alors que les garçons continuent. Ce qui fait que vous voyez beaucoup de garçons qui sont des des écoles et des universités. Et naturellement vous avez plus des cadres garçons, beaucoup plus d'emplois garçons dans l'emploi formel. Donc ça c'est une difficulté qu'on peut souligner qui est liée au contexte socio-culturel et puis les efforts doivent être tournés vers cela pour changer un peu cet ordre-là. Nous avons par exemple au Sénégal un document et une stratégie nationale pour l'équité et égalité de genre. Ça s'appelle comme ça "Stratégie pour l'équité et l'égalité de genre". Donc que 2016-2026 qui vise vraiment à régler le GAP là, qui vise vraiment à avoir un système d'égalité entre les hommes et les femmes à l'horizon 2026. Bon, il y a encore beaucoup de travail à faire, parce qu'on est en 2020, c'est dans 6 ans. Voilà je pense qu'il y a beaucoup d'efforts à faire pour arriver à cet objectif là sur l'égalité. Bon, je laisse ma collègue compléter par rapport à ça.

10 **I:** Merci beaucoup.

11 **B03:** Merci [Nom de Personne]. Comme il a dit on parle du secteur formel et du secteur informel. Toujours dans les secteurs formels comme il a dit en général les postes cadres ce sont les hommes les hommes d'habitude qui les occupent. Par contraintes les femmes elles abandonnent les études très tôt. L'accès aux études supérieures parfois garanti faute de moyens et tout cela. Mais dans les secteurs informels ce sont des femmes qui dominent. Et ce sont les femmes qui font de petits commerces, ce sont des femmes qui sont dans le secteur du tourisme, le secteur de l'agriculture, mais en fait elles n'ont pas l'accès à l'emploi, ce qui complique les choses encore. Mais dans le cadre de la GIZ, il y a une bonne culture d'entreprise genre. Et aussi l'approche de la Parité. Eh bien c'est écrit dans presque tous les programmes, notamment dans les programmes "Easy Jobs", où je dirai qu'il y a autant de femmes que d'hommes. Et avec des femmes qui occupent quand même des postes de responsabilités. Déjà la directrice de la GIZ régionale au Sénégal, Gambie et je crois Guinée, c'est madame XXXX. C'est une dame de pertinence aussi la cause des femmes et même la directrice région Afrique, Afrique de l'ouest je crois aussi, c'est une dame. Il y a quand même franchement cet effort-là qui faut souligner au sein de la GIZ, qu'il y a autant de femmes qui occupent des postes de responsabilités que d'hommes, mais que dans le cadre général au Sénégal il faut bien le souligner, il y a beaucoup beaucoup beaucoup d'efforts à faire par pratique genre. Dans la pratiques

genre il y a beaucoup de choses à faire, notamment du côté des femmes comme le disais l'autre fois qu'on était en train de dire qu'on doit éviter plus d'hommes que de femmes, il y a une dame qui a pris la parole et elle dit, d'accord vous voulez intégrer l'approche genre dans tous vos activités, mais il faut tenir compte, est-ce que ces dames là que vous invitez à vos activités, à vos séminaires, est-ce qu'elles ont assez de compétences? Est-ce qu'elles sont assez outillées? Ne faut pas dire genre genre comme ça, vouloir inciter les femmes, mais il faut tenir compte de l'aspect compétences. Et ça, les femmes sénégalaise d'habitudes elles ont beaucoup de contraintes à côté pour accéder aux études supérieures pour avoir assez de diplômes égales aux hommes ou bien plus de diplômes que les hommes. Donc qu'il y a vraiment un effort à faire à l'aval. C'est à dire l'éducation, les études supérieures et après les facilités d'intégration pour occuper des postes de haut niveau quoi. En général ici les PDG, les cadres, les directions, tout cela est presque les hommes je dirai et après les femmes elles viennent en sous régime de subordination, surtout dans les secteurs publics ou bien au niveau du gouvernement. Pour les projets, les programmes ou bien les coopérations internationales il y a -incompréhensible- Et généralement ici ce sont des hommes qui occupent les postes à hautes responsabilités et donc qu'il y a beaucoup de grands efforts à faire.

12 **I:** Merci madame [Nom de Personne].

13 **B03:** Je voudrais rajouter par rapport à ça toujours sur le contexte national, c'est que en 2010, je crois ou 2011. Je ne sais plus, il faut que je vérifie le Sénégal à voter une loi sur la parité. Alors, donc aujourd'hui au niveau des fonctions électives, comme l'assemblée nationale, comme la municipalité, comme etc... Donc, sur chaque liste, il faut qu'il y ait autant de femmes que d'hommes. Donc, ça aussi c'est à souligner au niveau de l'État. Au niveau institutionnel il y a des efforts qui ont été quand même fait dans ce sens-là pour promouvoir la participation des femmes dans la communauté. à la vie publique. Voilà ce que je voulais ajouter par rapport à ça.

14 **I:** Voilà merci. J'ai une autre question. Vous avez assez parler, vous avez apporté de beaux arguments et exemples. Et là une question m'en est venue dans l'esprit par rapport à l'éducation. Dans votre argumentation vous diriez tantôt que les femmes sont très actives dans le secteur informel au point où elles en font beaucoup de choses et même comme elles n'en ont pas de terres, elles font des petits commerces des arts. C'est déjà très bien, mais là où je vais en venir avec ma question est au point de vue

du secteur formel. Je pense que les femmes ne peuvent intégrer ce secteur que par le biais de l'éducation. Madame [Nom de Personne], vous avez évoqué dans votre discours que les femmes ont besoins d'acquérir les compétences professionnelles pour pouvoir faire face aux hommes dans la société sénégalaise. Les compétences s'acquièrent par le biais de l'éducation. Comment arrivez-vous concrètement à appuyer des femmes sur le point d'éducation d'une part et surtout sur le point éducatif des femmes qui vivent en campagne et n'ont assez de possibilités pour pouvoir profiter de vos activités ? Quelles sont les mesures à prendre pour ces femmes-là ? Alors, y a-t-il une discrédance par-là ?

15 **I:** Pardon. Alors, c'est coupé. Je ne vous entends plus du tout.

16 **B03:** Alors comme je l'ai dit tout à l'heure par rapport à l'éducation. On a un certain nombre de structure au Sénégal qui forment les gens avec différents niveaux jusqu'au supérieur, ok ? Maintenant ça c'est le Sénégal qui le fait, c'est pas la GIZ qui le fait, c'est la GIZ qui le fait. Là où nous intervenons, c'est pour renforcer d'avantages les capacités des gens. Parce que les gens ils sorte des gens. Parce les gens il sortent des écoles, ils sortent de centres de formations, mais il n'ont pas toujours les compétences qu'il faut. Par exemple sur le domaine du secteur numérique, il y a un grand nombre d'étudiants qui sont venus des écoles etc... Aujourd'hui la GIZ accompagne certains étudiants pour leur donner des compétences pointues, par exemple, dans certains domaines, ok ? Et quand on fait cela maintenant, on veille à ce qu'il y ait autant de femmes autant de filles dans les cohortes, dans des groupes d'étudiants et des groupes de jeunes, qui sont formés. Vous voyez ? Mais on ne prend pas la place de l'État au niveau de la formation, au niveau de l'éducation, mais au vient en appoint par rapport à ce que l'État fait pour donner un plus de compétences, pour donner d'initiatives à des jeunes filles et à des jeunes garçons. C'est ça que nous faisons en général dans le cadre de notre travail. Maintenant l'État dans ce qui le concerne, je ne vais lui faire de la stratégie nationale équitée etc... Donc l'État prévoit de pousser d'avantages l'éducation des filles. Aujourd'hui il y a même des initiatives qui sont prises pour promouvoir l'éducation scientifique des filles, par là il y a aussi un gap qu'on a voté. Quand on regarde les filières scientifiques, il y a peu de femmes, il y a peu de filles. Les filles font plus lettres, anglais, allemand etc..., mais elles ne font pas des filières scientifiques - L'État aujourd'hui est entrain de battre pour les pousser à faire les filières scientifiques, parce que c'est là qu'elles vont vouloir après

avoir les capacités, les compétences pour être dans les postes des élections et de cadres et donc aujourd'hui c'est tout une batterie de mesures, qui est développée par l'État du Sénégal dans ce sens-là. Mais la GIZ est un moyen de coopération, elle vient en appui, elle vient en aide à ce que fait le gouvernement du Sénégal dans ce domaine-là. Donc voilà, ce n'est pas l'affaire uniquement de la GIZ, d'abord du gouvernement du Sénégal avec l'appui, avec l'accompagnement des structures de coopération comme la GIZ et comme d'autres structures de coopération qui sont là.

17 **I:** [0:24:29] Oui, par rapport à ce que vous venez de souligner, j'aimerais bien savoir comment est la coopération de la GIZ avec l'État sénégalais?

18 **B03:** Elle est très bonne, parce que en fait la GIZ par essence son rôle, son travail c'est la coopération. C'est ça sa raison d'être au Sénégal. C'est la coopération bilatérale entre le Sénégal et l'Allemagne. Et aujourd'hui il y a des projets communs entre les deux pays, qui sont développés et il y a certains projets qui sont mis en œuvre par la GIZ à travers des ministères de tutelle, les ministères d'économie et de finance, à travers des ministères techniques, comme les ministères du commerce, comme le ministère de l'agriculture, comme le ministère de l'élevage etc... C'est des ministères sectoriels avec lesquels nos projets, le ministère de l'enseignement supérieur et GIZ travaille directement avec ces structures dans tous ses projets. On est là faire de la coopération bilatérale entre deux États entre deux pays. Elle est très bonne la coopération, ça se passe très bien, on travaille bien ensemble.

19 **I:** Merci. Sur le point éducation j'avais aussi formulé ma question sur un autre volet, notamment l'éducation des filles en milieu rural et en milieu urbain. Il y a-t-il un écart en renforçant les capacités des femmes et des filles en campagne et dans les métropoles ? Où sont localisées vos activités exactement. Est-ce que les femmes en milieux ruraux en profitent aussi de votre soutien ?

20 **B03:** Absolument! Je vais peut-être laisser ma collègue, mais je peux juste donner un exemple. Par exemple quand je parlais des projets de formation pour des femmes dans la transformation des céréales, ça se passe à Kounghoul. Kounghoul c'est à presque 400 Km de Dakar. C'est vraiment à l'intérieur du pays en zone rurale, où les femmes sont en train de travailler pour transformer le riz le maïs, tous les céréales locales qui sont produites, elles sont transformées pour leur donner une valeur ajoutée. Aujourd'hui la GIZ intervient à ce niveau-là pour les accompagner pour les aider, pour

les appuyer en renforcement des capacités par exemple. Il y a d'autres secteurs par exemple la transformation des fruits et légumes. Moi-même par exemple j'ai été avec des collègues de "Easy Jobs" on est allé en Casamance, c'est dans le sud du Sénégal. Il y avait beaucoup de fruits, beaucoup de légumes et beaucoup de femmes étaient là-dedans pour les transformer. La GIZ était également en train de voir comment elle peut les appuyer dans ce cadre-là. Donc c'est pas uniquement, on n'a pas uniquement les femmes urbaines dans nos projets. C'est tout le monde qui est concerné, tout le monde qui est dans nos projets. Et vous avez raison de le dire, c'est différent, on n'appuie pas de la même manière des femmes qui évoluent en milieu urbain que les femmes qui sont basées en milieu rural, parce que c'est pas les mêmes problématiques, c'est pas les mêmes besoins de formation, c'est les mêmes environnements, c'est pas les mêmes réalités exactement. Parce qu'aujourd'hui si on a parlé tout à l'heure des femmes qui sont dans l'art etc...

- 21 **B03:** Le programme "Easy Jobs" est en train de faire beaucoup beaucoup d'efforts pour ces zones-là. Parce que concernant la zone sud, la Casamance, tout à l'heure je disais que c'est la zone la plus fertile du Sénégal, car il y a beaucoup de variétés, de fruits de légumes de Sénégal qui sont cultivés. Et généralement dans ces zones là les femmes sont tout le temps sur le terrain, Elles sont entrain de produire les produits locaux, c'est à dire la transformation locale est consommé local ici. Surtout actuellement on est période de campagne des mangues. N'est-ce pas [Nom de Personne]. si je ne me trompe pas. De campagne de mangues, alors et la riziculture. Et on a deux composantes ici. La composante cluster qui s'occupe de tout ce qui est agro-industrie, agricole et l composante business et investie qui se sont déplacés personnellement pour partir en mission à Ziguinchor pour éventuellement trouver des partenariats et conclure des projets avec eux, soit les financer, soit les aider techniquement, parce que par exemple concernant le domaine du textile du coton, la composante business voit la domestique cite à Kaolack. Notre programme avait décidé de l'aider en achetant des nouvelles machines pour eux. Parce que l'usine est en sous production à cause des machines qui sont vraiment vieilles. Les machines qui datent de longtemps. C'est vraiment des vieilles machines, ça ne produit plus alors qu'il beaucoup de coton à cultiver et à transformer à l'usine. Et dans ces usines là il y a beaucoup de femmes qui travaillent, de mères de familles, qui travaillent, qui y gagnent leur salaires pour aller voilà s'occuper de leurs familles. Donc que la GIZ sur ce point-là elle est en train de faire des progrès. Aussi dans la zone immense du Sénégal Saint-

Louis. Dans cette zone là on cultive beaucoup beaucoup de riz. La riziculture se fait dans cette zone-là. Et la composante Cluster, qui est allée aussi en mission et donc ce qui se passe là-bas, c'est éventuellement essayer de trouver des partenariats. Il y avait aussi une mission qui s'est passée à Richard Toll, la zone de Richard Toll. Là-bas c'est la culture de la vannerie. La vannerie, vous connaissez non ?

22 I: Oui

23 **B03:** Voilà, ils sont partis en mission là-bas pour voir comment la vannerie est cultivée là-bas, comment les aider et ils avaient programmer de prendre quelques femmes et quelques jeunes, des cultivateurs pour les amener en Allemagne faire une formation pour eux.

24 I: Ah bon?

25 **B03:** Oui on l'avait programmer. Je ne sais pas si c'est toujours encours ou bien c'est en standby, mais quand ils étaient partis en mission au retour c'était cette décision là qu'ils avaient prise. Et vraiment c'est quelque chose concret. Voilà des activités concrètes qui impliquent au renforcement des capacités des femmes qui n'ont ou bien qui n'ont pas assez de niveau d'études élevées. Et sont des femmes qui vivent dans des garnisons rurales qui viennent rarement en ville ou bien qui n'ont même pas accès à la ville. Alors c'est la GIZ qui se déplace qui part dans ces groupements-là, qui détecte leurs besoins, leurs manquements et les failles, s'il s'agit de leur donner du matériel, s'il s'agit de renforcer leurs capacités ou bien s'il s'agit de faire des subventions locales pour ces femmes-là qui sont dans ces zones-là. Et aussi un y a un autre programme qui n'est le nôtre, mais un programme de la GIZ qui s'appelle "Programme Réussir". Ce programme Réussir là s'occupent essentiellement du retour des Migrants. Toutes sénégalaise qui était partie soit en Allemagne ou bien dans autres pays -incompréhensible-. Le projet "Réussir" recrute ces jeunes-là. Il s'agit essentiellement ou presque des jeunes garçons, les jeunes filles, on les forme. Et le programme "Réussir ne se limite pas seulement dans les villes de Dakar. Le Programme là a ouvert beaucoup beaucoup d'entêtes dans les zones rurales du Sénégal, il y en a à Kaolack, à Thies, à Saint Louis, à Kaffrine à Koungheul. Dans ces zones rurales là on forme les jeunes. Et je pense que dernièrement on était en séminaire à Goudiri et une dame qui travaille là-bas nous avait informé que, je pense, entre deux cents et quatre cents jeunes ont été formés sur différents métiers informels qui existent

au Sénégal et ces jeunes-là ont plus actuellement accédé à un travail ou bien la plupart ont pu ouvert leurs propres locaux ou bien leurs propres projets et voilà, avoir quelque chose de concret. Voilà.

26 **I:** Voilà. Merci. Vraiment c'est très intéressant de voir que dans ce domaine-là il se passent déjà beaucoup de choses. Bien que ce soit un processus qui prendra du temps pour atteindre les objectifs soulignés, mais déjà commencer le processus de renforcement des femmes est l'essentiel. Ma prochaine question se dirige dans le cadre de la condition de la femme au Sénégal. Je sais étant une africaine que le femme africaine n'a pas seulement à faire des PME ou bien de petits commerces par ci et là, mais elle a aussi une très grande responsabilité de la famille. Dans certaine famille elle est même le pionnier de la famille. Et vous avez évoqué tout à l'heure qu'il y a des usines dans les zones rurales, dans lesquelles les femmes travaillent, par exemple les usines de cotonnerie. De ce fait j'aimerais vraiment savoir, comment est, ce ces femmes-là arrivent à joindre les deux bouts, donc la famille et le travail. Quelles mesures disposez-vous pour appuyer ces femmes là pour rendre attractif l'emploi ces femmes là ?

27 **B03:** Je vais laisser la femme répondre parce que je ne sais pas du tout comment on fait.

28 **B03:** Rire. Ça c'est fuir ses responsabilités. Rire

29 (Rire commun)

30 **B03:** C'est pas grave. Bon, je vais répondre. Je veux dire c'est difficilement, difficilement vraiment. Bon déjà moi je suis célibataire, j'ai as trop de contraintes moi à mon niveau. Déjà j'ai ma maman, elle qui m'aide par moment elle travaille, elle s'occupe de ses enfants, j'ai mes sœurs, j'ai mes collègues, j'ai tout mon entourage.

31 Oui [Nom de Personne] tu disais ?

32 **B03:** non c'est bon c'était ma connexion qui déconnait un peu là , mais c'est bon.

33 **B03:** Ah d'accord. Donc bon, si dans le milieu rural je veux dire que c'est encore mille fois plus compliqué. Parce que déjà là-bas l'accès aux transports c'est compliqués, mais de déjà de ce fait que les routes ne sont pas praticables et ils arrivent souvent que les femmes travaillent d'une zone à une autre. C'est à dire si les deux communes ou les deux villes ne sont pas trop loin, Tu vois des femmes par exemples sur la petite

côte. Elle quitte la ville de Mbour qui est à 20 ou bien 30 min de Chewalpad, aller travailler au pied de pêche. Et elles sont obligées de se lever très tôt le matin, d'aller faire de suivre une longue file d'attente pour avoir une place dans la voiture, traversera la ville et aller à l'autre bout de la ville pour le travail et elles elles rentrent très tard le soir, donc ça c'est déjà difficile. Bon si c'est en ville je dirais que c'est moins compliqué à part les embouteillages bien sûr. Certaines femmes sont déjà véhiculées, là c'est déjà bien, d'autres qui ne sont pas véhiculées peut être le revenu peut les permettre de se payer un taxi. Et les autres qui n'ont pas les moyens vraiment elles souffrent, elles sont tout obligées à se lever très tôt à 6 heures 5 heures du matin pour quitter la banlieue et venir rallier sa garderie pour son travail. Le soir aussi quand elles rentrent, c'est encore le même parcours d'une combattante je dirais. Pour une femme qui travaille ici, c'est assez difficile. Alors il y a des grand mères les papis et les mamies qui nous aident avec les enfants. À l'heure de la pause, à l'heure du d'jeuner soit ce sont les grands parents qui partent à l'école récupérer les enfants, ou bien elle a une nounou ou bien une femme de ménage qui permet en tout cas vouloir aller partir au travail, aller chercher les enfants, les déposer encore à l'école. C'est pas une possibilité qui soit données à toutes les femmes. Soit on est aidé par son mari, par les grands parents ou bien par la femme de ménage. Même parfois les périodes de fêtes où les femmes de ménage qui le fait, mais en tout cas vouloir aller partir au travail, aller chercher les enfants, les déposer encore à l'école. C'est une possibilité qui s'offre à toutes les femmes de Dakar ou bien dans les environs. Soit on est aidée par son mari, par des grands parents ou bien la femme de ménage. Même parfois les périodes de fêtes où les femmes déménage quitte Dakar pour entrer dans les zones rurales, tu vois toutes les femmes elles pleurent et même mes collègues elle disent non "à cette période les gens ne veulent plus les enfants, c'est moi qui s'occupe d'eux, je pars le matin, je les ramène", je dis ah c'est normal, c'est une courte période la femme de ménage va revenir, mais tu sens qu'elles ne sont pas habituées leur tâches et que c'est une lourde tâche de vouloir être responsable au travail et vouloir organiser ses enfants. Moi je pense que je suis chanceuse pour le moment. Quand je vois mes collègues, elles sont toutes fatiguées. Je l'ai regardé, je l'ai dit toi là tu n'as pas dormis hier soir et elle dit non, à cause des enfants et tout cela. C'est très très compliquée franchement, toutes les femmes mariées qui ont les enfants et qui ont de hautes responsabilités, en générale elles se plaignent. Mais bon, elles trouvent tout le temps des solutions. Ce sont des femmes, ce sont les battantes. Il faut bien qu'on trouve une stratégie pour les aider,

franchement parce que c'est vraiment difficile. A part le congé de maternité et l'heure d'allaitement, parce ce en période d'allaitement on te permet de devenir une heure ou moins d'une heure en retard ou bien tu quittes tôt le boulot. Quand tu es en période d'allaitement après le congé de maternité, ça je l'ai vu, on le pratique ici. Mais quand même ça reste quelque chose de temporelle. Moi je serai d'avis qu'on trouve une solution, une nouvelle stratégie en tout cas, qui arrangerait les femmes qui vivent dans les zones rurales comme les femmes qui vivent dans les, milieux urbains, avoir une solution qui nous arrange à pouvoir avoir un équilibre entre vie professionnelle et vie de mère.

34 **I:** Voilà merci. Vous avez parlé de la stratégie. Il faut une stratégie pour aider les femmes. De quelle stratégie pensez-vous par rapport au problème évoquée ? Quelles y sont les mesures à prendre non seulement de la GIZ mais aussi du gouvernement sénégalais pour soulager ces femmes-là ?

35 **B03:** [0:40:58] Je laisse la femme répondre, mais je pense qu'il y a aussi un rôle attendu des hommes. Les hommes doivent davantage accompagner des femmes pour les permettre d'aller travailler. Ici sociologiquement, culturellement toutes les femmes qui s'occupent des enfants par exemple si un enfant est malade, c'est pas l'homme qui ne va pas aller travailler, c'est la femme qui ne va pas aller travailler pour amener l'enfant à l'hôpital. Voilà si par exemple aujourd'hui la femme a un poste de cadre et qu'elle ne peut s'absenter parce que c'est extrêmes important, l'homme doit accepter d'aller amener l'enfant à l'hôpital, de laisser la femme aller travailler parce que c'est important. Mais culturellement on continue à penser que non non c'est la femme qui doit s'occuper de ça. Et donc, je pense qu'il y a la sensibilisation à faire. Et c'est tout le rôle que tous ceux qui travaillent sur le genre doivent faire, pour sensibiliser les gens et surtout les hommes comme nous, parce que nous sommes très macho en général tout également c'est comme ça, on est éduqué comme ça et on pense que c'est comme ça que ça doit marcher, c'est ça qui est normal. Donc, il y a cette sensibilisation à faire pour amener les hommes aussi à s'incarner de du fait que c'est pas carré, qu'on n'a pas à dire ça c'est seulement les femmes qui font ça, ça c'est les hommes qui font ça. Si c'est nécessaire l'homme doit faire ça ou la femme doit le faire etc... Et à ce niveau-là je pense que ça ira. Et quand on parle, surtout au monde rural c'est encore plus accentué, parce que vous avez des tâches qui sont vraiment vraiment réservées aux femmes. Les hommes même s'ils ne font rien, ils ne vont même pas venir aider à faire

ces tâches-là. Ils vont dire c'est pas à des hommes de faire ça, c'est aux femmes de le faire. Donc qu'il faut c'est les femmes qui faillent ça. Aujourd'hui il y a des femmes qui sont malheureusement bloquées par cela, parce qu'elles ont des potentielles pour faire beaucoup de choses, mais elles sont bloquées par, parce qu'il y a beaucoup de tâches ménagères, beaucoup de travaux domestiques qui les contraignent un peu à abandonner ou à renoncer à certains projets qu'elles ont etc... Je pense qu'il faut sensibiliser davantage la société du milieu rural pour qu'on accepte cela aussi.

36 **I:** Oui merci. Madame [Nom de Personne] vous avez quelque chose à ajouter dessus ?

37 **B03:** Oui, oui, alors ça je veux dire que sur cette question-là, c'est une responsabilité partagée. Entre le gouvernement, la société civile et tout le monde, les hommes et les femmes. Le fait que la femme doit s'occuper de son travail et de la famille, c'est pas une responsabilité qui encombre uniquement à la femme, mais, comme la dit mon collègue, ça encombre aussi son mari, qui est censé être son partenaire, celui qui la soutient quand même. Mais dire voilà c'est ma femme, c'est son boulot, qu'elle s'occupe de son boulot, qu'elle s'occupe de ses enfants. Vraiment il faut que cette perception là que ça change. Il est temps qu'on change les choses. En fait il y a une nécessité de reconversion des mentalités selon moi. Et pour ça il faut vraiment qu'on commence dans les zones rurales, vraiment c'est une lourde responsabilité, je sais. C'est s'engager sur terrain aussi difficile, mais il le faut. C'est vraiment une nécessité de faire savoir et de faire accepter à ces messieurs et à ces dames qu'actuellement dans le monde où on vit, la femme a besoin que les conditions en tout cas primaires. Ce sont des droits primaires que la femme la doit avoir et que moi si j'avais à proposer, j'allais proposer que néanmoins dans les espaces de travail, qu'il y ait des garderies ou bien des crèches. Il y en a rare, je pense une fois je l'ai dans un journal ou quelque chose comme ça, qu'on implique des garderies et des crèches dans les espaces de travail, au moins d'un an à quatre ans et demi la femme peut au moins chaque matin prendre au moins son enfant, aller travailler en ayant son enfant à côté. À l'heure de la pause elle aura l'occasion d'aller le voir et à l'heure de rentrer à la maison elle pourra elle-même rentrer avec son enfant. Là il y a au moins une inquiétude de moins, quand elle n'a pas quelqu'un peut l'aider où bien quand la nounou n'est là, elle pourra bien s'occuper de son enfant, parce que l'espace du travail et l'espace de la garderie c'est presque le même. Et c'est aussi, voilà, mettre les moyens financiers, parce la femme qui a des enfants et qui a un emploi du temps trop chargé. Si financièrement elle n'est pas bien

assise, c'est un peu plus compliqué pour elle. Parfois tu vois les femmes, soit le mari ne travaille pas où bien le mari n'a pas assez de revenus, et il encombre à la femme de devoir gérer les dépenses quotidiennes de toute la famille, de devoir gérer la location, la scolarité des enfants, et elles doivent respecter l'emploi du temps de son travail. C'est encore plus compliqué, si son salaire n'est pas assez solide pour pouvoir l'aider à survenir à ce besoin là, mais cette femme-là psychologiquement elle ne sera pas bien, voilà. Donc de longs termes ça leur crée des frustrations et des tensions entre les couples. Donc, il y a beaucoup de paramètres à prendre en compte du côté du salaire, du côté de l'emplacement du travail, parce que si c'est trop loin pour elle, elle risque de se fatiguer. Et du côté aussi de la perception de la mentalité, il faut aussi que ça change aussi que ça change que c'est la femme qui doit les amener à l'école, quand ils tombent malade c'est elle qui doit veiller sur eux. Ce sont des responsabilités partagées, pour moi il est formellement et puis il est temps surtout en cette période de crise là, à la sortie de cette crise là qu'on y repense concrètement et qu'un vraiment propose des stratégies qui vont vraiment vouloir, en fait pas une stratégie qui va arranger uniquement les femmes, mais une stratégie de responsabilités partagées en retour où les femmes vont se sentir à l'aise et qui va les permettre quand même d'être plus productives même au lieu du travail. C'est ce que je pense en suite.

38 **I:** Merci, c'est vraiment des propositions et des arguments pertinentes. C'est bien beaux, mais je sais qu'en Afrique, puis que moi-même je suis une africaine, il y a la tradition, la religion, la culture qui posent des énormes contraintes. Au Sénégal 95% de la population est musulman. Cette contrainte culturelle, traditionnelle et religieuse veulent que l'homme soit prôner au-dessus de la femme. Pouvez-vous m'expliquer comment les hommes en prennent cette question de genre et égalité entre hommes et femmes ? C'est bien comme on a un homme assis parmi nous, puisque je m'intéresse vraiment de l'entendre d'un homme, de ce qu'il en pense vraiment. Parce j'imagine que si les hommes ne voient d'ailleurs pas cette question du genre comme primordial et ne y participe pas non plus, il serait difficile de renforcer les capacités des femmes sans prendre en compte de leurs maries. Alors, monsieur [Nom de Personne] allez-y, que pensez-vous ?

39 **B03:** Bon, il y a deux niveaux, sur le plan culturel et sur le plan religieux, et sur le plan sociétal comme vous l'avez dit, vous êtes africaine, vous êtes africaine, vous savez bien la situation, même avant l'histoire de religion, depuis toujours en Afrique noir,

on peut constater, il y a pratiquement toutes les sociétés sont des sociétés patriarcales. Il y en a pu qui sont matriarcales, donc c'est les hommes qui ont toujours dominés et ça toujours été comme ça. Et ça c'est resté dans les mémoire collective. Et tu as bien raison de dire même chez les femmes c'est encore resté. Alors, après il y a la religion qui est venue, soit le christianisme, soit de l'Islam. Et c'est surtout l'Islam que je connais le mieux, qui a encore colporter cette idée-là. Par exemple, vous voyez dans le courant un versé qui dit les hommes liés à être responsable des femmes, vous voyez ? Donc ça, ça veut dire que, voilà et on dit même dans l'histoire de l'humanité que Eve à été créer à partir de Adam. Donc ça veut dire que là toute de suite on a mis en place la relation de subordination entre les deux sexes. Donc, ça c'est le contexte qui est là. Le contexte à la fois sociétal culturel et le contexte religieux qui est là. Maintenant aujourd'hui, l'environnement aujourd'hui c'est que quand même il n'y a eu de l'évolution, parce que aussi bien au niveau des hommes qu'au niveau des femmes. Ici nous avons une demoiselle qui est là qui aujourd'hui ne pense pas ça dans sa tête. Je pense même qu'elle est trop extrémiste sur les bords. Elle ne pense pas du tout ça. Vous voyez, et ça de plus en plus dans des filles qui sont comme ça et qui n'accepte pas d'être inférieur ou supérieur. Et personne ne doit être inférieur ou supérieur. Moi je pense... voilà on a eu une discussion sur ça, on est le Tandem genre, mais on n'est pas tout le temps d'accord, il y a des choses sur lesquelles on n'est pas d'accord, mais j'approuve sa position là-dessus, de dire que on ne doit pas se considérer inférieur. Maintenant, ça ne veut pas dire également q on est supérieur, parce que c'est là où il y a le problème. Parce que tout suite les femmes qui sont émancipées, veulent prendre le dessus, veulent prendre le pouvoir. Et c'est là où il y a le problème aussi. Parce la dernière fois j'étais avec une amie et je rencontrais une anecdote de Charles Antoine Diouf, vous le connaissez ?

40 **I:** Oui. Alors là je ne vous entends plus, c'est coupé.

41 **B03:** C'est bon maintenant? vous m'entendez?

42 **I:** Oui, c'est bon maintenant.

43 **B03:** Voilà, je parle un peu très vite, si c'est très vite vous me dites

44 **I:** Non, pas de soucis, je vous entends très bien. Seulement techniquement la connexion se coupe parfois, mais vocalement je vous entends très bien

45 **B03:** Ok, c'est très bien alors. Je disais qu'il y a -incompréhensible- il avait fait une conférence aux Etats unies, devant un publique de jeunes Noirs dans les années où les gens étaient encore dans les combats pour la reconnaissance des droits civiles etc... Et donc, il démontrait un peu la civilisation et tout ça, ses travaux, L'Egypte et pour enfin finir de dire que l'Afrique avait aussi une civilisation. Donc, c'était tellement passionnant et intéressant la démonstration qu'à la fin les Noirs et les jeunes 't'aient tellement excité, mais finalement c'est le noirs qui a tout fait. Il dit "mais attention. Je ne suis pas en train de démontrer que nous sommes supérieurs aux Blancs. Il ne faut pas sortir ici avec les idées que le Noir est supérieur aux Blancs. Non, moi je suis en train de dire que nous somme au même pied d'égalité. Juste qu'il y a différence de peau mais il n'y a pas autre chose" Et donc, là aussi c'est la même chose avec les questions d'émancipation de parité etc... Il y a des milieux où des femmes pensent qu'on est émancipé quand on a pris le pouvoir. Même dans les ménages on cherche à prendre le pouvoir sur le mari, à dominer le mari. Voilà et on compense que c'est comme ça qu'on est émancipée, parce qu'on a été dominées et maintenant il faut qu'on domine, non. Je pense que notre amie à encore cette tendance-là peut être elle va demain dominer son mari. (Rire), je plains son mari, il va être dominé (rire). Voilà et donc, pour dire que l'environnement aujourd'hui est là, il y a beaucoup de chose faire encore, il y a beaucoup d'efforts à faire, il y a beaucoup de pas encore à franchir, mais quand même ça change. Ça change énormément tous les jours des deux côtés. Des deus côté parce que les hommes ils font des études, ils bougent, ils sortent, ils vont ailleurs, -incompréhensible-. Et les femmes également c'est la même chose. Bon encore maintenant il faut revenir à cette dualité entre milieu urbain et milieu rural, effectivement c'est en milieux urbains qu'on va trouver des situations favorables. En milieu rural on reste toujours majoritairement dans les schémas classiques où l'homme est tout puissant, et voilà la femme se soumet et accepte que c'est comme ça, mais même si ça change, ça change avec les jeunes. On an encore ce genre de situation dans nos sociétés. Mais bon, espérons que ça va évoluer, ça va changer et que peut être dans quelques années on va arriver à changer tout cela. Mais il ne faut pas aussi trop changer de tous les façons, moi je ne suis pas d'avis (rire en commun)

46 **I :** Merci beaucoup, merci. Moi je pense qu'à cet égard il n'est pas question de prendre le pouvoir ou question de domination. En fait, c'est un chemin qu'homme et femme devraient prendre ensemble dans le respect mutuel. Parce l'homme tout seul ne peut que difficilement soutenir la famille. Alors il aurait besoin de la femme pour pouvoir

joindre les deux bouts. Alors, il est question de complémentarité entre homme et femme. Ou bien ? Que pensez-vous madame [Nom de Personne] ?

47 **B03:** Bon, je suis tout à fait d'accord avec votre réflexion Germaine. Donc pour moi des genre, parité ou bien être féministe, cela ne veut pas dire vouloir être au-dessus de l'homme ou bien dire que voilà je suis la toute nouvelle qui va désormais dominer, non. Il ne doit pas y avoir une dualité entre homme et la femme quand il s'agit des droits fondamentaux, parce que moi je par toujours du principe que c'est un droit fondamental des femmes. C'est à dire qu'il y a une mentalité qui est là. Cette mentalité patriarcale qui se veut de donner le pouvoir aux hommes. Pouvoir de décider même des choix des femmes, c'est avec quoi je parfaitement en désaccord, mais que chaque personne est libre de choisir sa voix, de choisir sa profession, de faire sa vie comme il entend, après la conséquence ou bien les responsabilités, c'est à la personne même de gérer ça. Mais ici avec cette société patriarcale, comme ça c'est toujours déroulé, ce sont les hommes qui décident tout. Il a bien raison, il y a quand même changement notoire qu'il faut mentionner. Les choses ont tendance à changer parce que les femmes ont fait des études supérieures, elles sont parties étudier à l'étranger et elles sont venues avec des idées travaillant à dans leur propre pays et doucement doucement on intègre ces idées-là avec les femmes. Et aussi il y a des hommes fort heureusement qui sont ouvert d'esprit et qui accepte cette idée-là. C'est pas une idée nouvelle, le combat des femmes ça date depuis

48 **B03:** mais je n'accepte pas tout eh, j'accepte un peu, un peu, pas trop (rire commun)

49 **I:** Voilà, pour un début c'est bon.

50 **B03:** Voilà, Voilà, mais comme il a dit le vrai combat ça reste dans les zones rurales, vraiment.

51 **B03:** Oui! Petit à petit

52 **B03:** Oui, moi je voyage souvent, je pars souvent dans les zones aux fond fin du Sénégal. Avant de travailler la GIZ, j'étais à la coopération japonaise [Nom de Personne] et là-bas on partait tout le temps en mission et surtout dans les zones vraiment éloignées, parce que je travaillais avec des volontaires japonais. Les volontaires japonais qui venaient au Sénégal. Et ont les affectait directement pas dans les villes, pas dans les villes de l'ouest, mais dans les zones qui sont carrément à l'intérieur du Sénégal, et souvent on parlait là-bas. Mais c'est ce qui m'a même

d'ailleurs, c'est cette Expérience qui a éveillée en moi cet art du féminisme, je veux dire, parce que quand je partais là-bas et que je voyais les conditions dans les lesquelles ces femmes évoluaient, je me suis dit fort intérieurement, non ça ne pouvait plus continuer, il faut qu'on fasse quelque chose. Parce ces femmes là on les a fait croire que vous êtes nées pour rester à la maison, vous êtes nées pour cuisiner, vous êtes nées pour vous marier, vous êtes nées pour faire des enfants. D'accord, comme me dit souvent ma maman, c'est l'honneur de la femme. Je suis parfaitement d'accord. Ok, on est née pour se marier, on est née pour, on est née pour cuisiner, il n'y a pas de soucis, mais on n'est pas née pour rester femme au foyer. Si une femme le décide pour elle, oui il n'y a pas de soucis. Mais pour quelle raison un homme va venir me dire que toi là tu es née ou bien je vais faire de toi une femme au foyer et que je vais l'accepter. Je dis non ! Moi au moins le combat principale c'est ça. Permette aux femmes non seulement de vivre leur vie de mère, d'épouse, mais aussi leur vie de femmes professionnelles, leur vie d'une femme qui se bat, d'une femme qui se réalise professionnellement. Et ça de le transmettre aux futures générations. Il n'y a rien de mal à cela. On n'a pas à d'aller en guerre, on a pas besoin des bombes nucléaires pour pouvoir face aux hommes. Moi j'aime dire qu'avec des activités des séminaires et tout cela dans une décennie pour moi, on va y arriver. Vraiment c'est un combat de longue haleine. Il faut que les femmes d'abord y crois. Moi je pense qu'il est plutôt facile de faire croire aux femmes, parce que quand tu fais prendre conscience à la personne les compétences innées qui sont en elle, quand tu le fais prendre conscience qu'elle peut aller au-delà de ce qu'elle croit, qu'elle peut défier toutes limites, cette personne-là tu l'as aider à voir confiance en elle et le reste ça vas venir. Et le problème c'est de ne pas prendre conscience, mais du moment où on prend conscience de nos capacités, de notre force que l'on a en tant que femme, toutes les choses formidables qu'une femme peut réaliser avec ou sans l'aide de l'homme. Bien sûr leur soutien est bien venu. On n'a besoin d'eux à notre côté. Comme on ne peut pas aller sans eux et eux aussi sans nous donc il ne doit pas avoir de dualité, de combat entre nous, au contraire de complémentarité. Eux, qu'ils acceptent que nous ayons ces droits-là. Qui nous laisse accéder à la toute possibilité d'évoluer, d'échanger, de réussite socio-professionnelle. Et nous aussi en retour qu'on n'essaye pas de les piétiner. On n'a pas à les piétiner, et bien on n'a pas à leur blesser dans leur propre orgueilleux en les montrant que voilà, je suis une femme, j'ai fait des études, je suis diplômée, je suis cadre etc... Ça ne doit pas être ce genre de combat. Ça doit être une coopération

fructueuse entre les hommes. Je pense que pour cela il faut parler, insister, amener des exemples, organiser des séminaires, utiliser le théâtre le cinéma, la musique tout ce qu'on veut utiliser pour vraiment accéder à cette conscience pour que les hommes et les femmes acceptent vraiment que c'est quelque chose de normal. Il n'y a pas plus de normal que ça. Voilà, c'est un droit fondamental pour les femmes et elles doivent y accéder. En résumé c'est ça ma position.

53 **B03:** Voilà...

54 **B03:** J'avais dit non? Une vraie militante de la cause féminine la

55 (Rire commun)

56 **I:** Bon voilà, vous avez évoqué des choses importantes et même intéressantes aussi en ce qui concerne la promotion du genre. En fait c'est un combat pour la société en général. C'est pas un combat entre hommes et femmes, mais pour promouvoir le développement. Ce n'est pas seulement les hommes qui font le développement, c'est pas non plus les femmes seules qui font le développement, la politique et la société civile non plus, mais le développement se fait à travers des efforts communs, main dans la main. Donc, je suis vraiment honorée de votre contribution. Nous sommes presque à terme de noter entretien. J'aime juste pour conclure vous donner l'occasion, si vous arriver à faire un petit résumé concernant la politique allemande de développement et votre travail avec la GIZ. Qu'est ce qui devrait être faire la GIZ dans le sens du développement et les questions genres pour les prochaines décennies ?

57 **B03:** Bon, juste pour dire qu'on est pas la voix officielle de la GIZ. Donc ce qu'on dit n'engage que nous. Moi personnellement je pense que la GIZ devrait plus collaborer avec des groupements et association des femmes. Nous travaillons tous davantage avec l'Etat, avec des structures publiques etc.. c'est bien, mais dans le cas des renforcements des femmes, je pense qu'il travailler directement avec des organisations féministes. Parce que c'est elles qui sont sur le terrain. Par les ministères, il y a beaucoup de blabla, beaucoup de discours etc., mais en général ça ne va pas plus loin que cela. Par contre en travaillant directement avec ces organisations-là vous impacter directement le décrits des femmes. Moi je l'ai fait la [Nom de Personne] où on a travaillé avec des organisation par exemple, il y a un groupement de femmes qui est dans l'agriculture, mais c'est des femmes qui lèvent chaque année cent millions de francs d'investissement dans l'agriculture, vous voyez, on a travaillé en les aidant, à les

former, de faire en sorte qu'elles aillent tous les papiers, que le groupement soit bien reconnu etc... Aujourd'hui elle travaille avec les industrielles. J'ai connu des grands industriels au Sénégal, elles les fournissent la céréale. Et elles font de grands chiffres d'affaire permanemment. Elles ont fait des plaidoyers avec des mairies, avec des maires etc. des hommes. Elles ont des terres à elles qui produisent pour elles, et elles font des chiffres d'affaire énorme chaque année. Et ça c'est un appui direct, on n'est pas aller voir le ministère ou la direction etc., on est allé voir ces organisations directement sur le terrain, de quoi est-ce tu as besoin ? Tu as besoin de l'économie, avoir les papiers, de pouvoir avoir un compte en banque, de pouvoir des partenariats etc. Et donc je pense que la GIZ devrait plus mettre l'Accent sur ça, plutôt que d'être davantage avec des structures publiques etc... C'est mon point de vue voilà

58 **I:** Merci beaucoup

59 **B03:** Oui, comme il a dit, j'ai pratiquement pas grand-chose à ajouter. Le principal il l'a résumé. C'est à dire que la GIZ devrait plutôt axer son travail sur son partenariat avec d'autres secteurs. Bien vraie que, je comprends que comme c'est une coopération internationale, elle ne peut pas faire passer outre le gouvernement ou bien les structures étatiques, mais comme au Sénégal nous sommes dans un pays où la majeure partie des femmes évolue dans le secteur informel, évolue dans les secteurs comme les GIE, des regroupements des femmes et tout. Je pense que vraiment c'est primordiale quand même que la GIZ axe son aide ou bien son soutien sur ces groupements des femmes. Et aussi que la GIZ offre beaucoup plus de possibilités de formation par exemple, offre des bourses aux femmes pour qu'elles aillent des études soit de longues études ou bien des formations. Il doit beaucoup de possibilités sur ces points-là. Et qu'il facilite aussi aux femmes l'accès au financement, surtout l'accès au financement. Parce que quand on prend l'exemple des femmes agriculteurs qui n'ont pas accès à la terre, ça c'est vraiment dommage. Pourquoi ne pas financer ces femmes-là à avoir accès à la terre ? Par exemple ça si la GIZ le faisait certaines femmes allient régler beaucoup de difficultés, alors mais bon. Voilà c'est ça que j'avais à ajouter. Merci.

60 **I:** Voilà, nous sommes au terme de notre entretien

61 **B03:** Je demande la parole

62 **I:** Oui pardon

-
- 63 **B03:** Une petite précision. Je suis tout à fait ouvert au droit des femmes, aux droit fondamentaux des femmes etc., l'émancipation, égalité, tout ça là. Mais on garde la polygamie.
- 64 (Rire commun)
- 65 **I:** Pas de soucis.
- 66 **B03:** D'accord, pas de soucis. Polygame éternel, éternel polygamies des hommes, éternel polygame
- 67 **B03:** Pour le reste c'est bon, mais on garde ça.
- 68 **I:** Mais bon sans soucis, parce que la politique allemande de développement ne viendra pas tout bouleverser au Sénégal. Elle est donc là pour appuyer par le billai de coopération les déjà structures installées. Alors là ne vous en faites pas.
- 69 **B03:** Donc, c'est bon.
- 70 **I:** D'accord. Je vous remercie beaucoup pour cet intéressant entretien. Je vous remercie également de votre disponibilité et je vous souhaite encore une bonne soirée.
- 71 **B03:** Merci à vous aussi par rapport à ces discussions-là, parce que ça nous a vraiment permis de, peut-être même de creuser, parce que personnellement je suis un point focal adjoint à [Nom de Personne]. En vérité depuis je n'ai même pas regarder les documents. C'est avec ça que j'ai pu regarder les documents, donc ça m'a aidé à aller sur ça. Donc merci pour ça.
- 72 **I:** Il n y a pas de quoi. Merci Beaucoup et aurevoir.
- 73 **B03:** Merci Germaine et en tout cas on te souhaite beaucoup, beaucoup, beaucoup de courage et très bonne continuation par rapport à tes études. Bonne chance pour la rédaction de ton mémoire et bien des choses.
- 74 **I:** Merci beaucoup, aurevoir.

Experteninterview 4

Interviewpartner: GIZ Mali

Datum: 22.05.2020 um 09. 00 Uhr

Per Microsoft Teams

I = Interviewerin

B04 = Befragte 04

Die beiden Expertinnen B04 sind Kolleginnen bei der GIZ Mali und arbeiten im Auftrag des BMZ. Sie sind für die Projektplanung und -koordination u.a. im Landwirtschaftsbereich zuständig.

- 1 **I:** Ich beschäftige mich im Rahmen meiner Masterarbeit mit der Entwicklungspolitik in Westafrika, bezogen auf die Stärkung von Frauen in Bildung und Beschäftigung in Senegal und Mali. Meine Frage hierzu lautet: Welche Projekte führen Sie in Mali zur Stärkung von Frauen in Bildung und Arbeitsmarktintegration durch?
- 2 **B04:** Bei Ihrem Fragenbogen geht es ja ausschließlich um BMZ-Projekte keine GIZ Projekte, die durch andere Gelder finanziert werden, richtig?
- 3 **I:** Ja, es geht um BMZ-Projekte.
- 4 **B04:** Genau, wie meine Kollegin [Name Person] schon gesagt hat, haben wir in Mali selbst keine GGE II vorhaben, dass es ausschließlich um viel mehr Empowerment geht, sondern in der Regel sind alle unsere BMZ-Vorhaben GG I-Vorhaben. Das heißt mindestens ein Indikator, der sich mit Empowerment von Frauen oder Förderung von Geschlechtergleichberechtigung beschäftigt. Wir selber haben dann insbesondere im Landwirtschaftsbereich Programme, die sich auch mit der Stärkung von Frauen und Arbeitsmarkt-Integration beschäftigen, wo es dann Komponenten gibt zur Bildungsförderung wie beispielsweise in den grünen Inovationszentren, wo mit einem bestimmten Einsatz, ähm der Reflekt-Einsatz, ich weiß nicht, ob es bei Ihnen den anderen Gesprächen vorgekommen ist. Das ist ein Einsatz, in dem Frauen während der Arbeitsmarkt Förder- und Integrationsmaßnahmen, Alphabetisierung, einfacher Rechnen auch ähm, Rechenkenntnisse beigebracht werden. Das sind beispielsweise Programme, mit denen wir arbeiten. Aber wir haben jetzt kein Programm, das explizit Frauen in Bildung und Arbeitsmarktintegration fördert aktuell.

-
- 5 **I:** Sind solche Programme etwa in der Planung Ihrerseits?
- 6 **B04:** Es wird kein GG II-Vorhaben geben explizit für Frauen in Bildungsförderung und Arbeitsmarktintegration. Es ist aktuell ein Projekt in Planung, das sich einfach mit additiv in Mali beschäftigt, wo insbesondere Arbeitsmarkt- und Beschäftigungsförderung eher ähm, wo auf Beschäftigungsförderung abgezielt wird mit speziellem Fokus auf Frauen. Das ist aber jetzt noch in der Planung aktuell und hat noch nicht begonnen.
- 7 **B04:** Außerdem haben wir bisher noch dazu keinen Auftrag vom BMZ. Also das ist immer noch nicht ganz sicher, ob das zustande kommt. Und ansonsten also es können sich natürlich aber immer neue Projekte entwickeln. Das kommt immer auch drauf an, was die Schwerpunkte des BMZ sind, was sie wollen, was wir im Land umsetzen, was wir für Vorschläge machen, genau, das ist halt auch immer eine wichtige Komponente.
- 8 **I:** Gab es dann in den vergangenen Jahren Projekte zur Gleichstellung von Frauen in Mali?
- 9 **B04:** Ich würde sagen, dass Gender GAP ist kein Aktionsplan, der sagt..., der dezidiert sagt, dass GG II-Vorhaben geplant werden müssen, sondern Vorhaben an sich Empowerment von Frauen Gender Mainstreamig fördern sollen, würde ich schon sagen.
- 10 **I:** Aber der Gender GAP II fokussiert sich schon auf Fragen der Gleichstellung zwischen Männer und Frauen, daher wird dieser Ansatz von der BMZ gefördert, um Frauen in der Hinsicht im Sinne von Gleichberechtigt zu stärken und eben auch durch Bildung und Arbeitsmarktintegration, Frauen zu fördern. Wie würden Sie bezogen auf die Komponenten der Gleichberechtigung Ihre Erfahrungen schildern? Sie haben ja gesagt, dass Sie speziell in diesem Bereich Projekte für Frauen führen. Was sind da Ihre Erfahrungen in Mali?
- 11 **B04:** Also ich meine ähm [Name Person], wir machen natürlich, für jedes Projekt machen wir am Ende ähm am Anfang der Planung eine Genderanalyse, wo die ganzen Aspekte reflektiert werden. Da haben wir da gerade schon reflektierte Vorhaben in den Tiefen drüber nachgedacht, wo wir praktisch geschaut haben ähm, wenn wir junge Menschen fortbilden, wie können wir möglichst viele Frauen als Zielgruppe haben. Und die Probleme sind einfach, dass in ruralen Gegenden gerade,

es kommt auf die Zielgruppe drauf an. Frauen haben teilweise keinen Zugang zu beruflicher Bildung bzw. zu längerfristiger beruflicher Bildung, weil sie einfach bestimmte Rollen in der Familie haben und weil sie zum Beispiel in irgendwelche Internate können oder Schulen nicht können. Das ist ein Punkt. Was ist noch ein zweiter Punkt [Name Person]?

- 12 **B04:** Ja, ich bin gerade ein bisschen, ähm wir zäumen ja das Pferd von hinten auf, deswegen muss ich erstmal überlegen wie wir am einfachsten gestalten genau wie [Name Person] gesagt hat, der Ausgangspunkt in einem jeden Programm und Projektplanung innerhalb GIZ obligatorisch eine Genderanalyse, durch die wir auch herausfinden können, was sind Potenziale für das Vorhaben je nachdem in welchem Sektor wir arbeiten, ämh Geschlechterförderung mit anzustoßen, aber Frauen gegebenenfalls dezidiert fördern. Jetzt ist natürlich die Frage so, was sind die Herausforderungen, die sich durch den Kontext begeben wie [Name Person] das jetzt auch gesagt hat. Ähm, aber das ist ja auch beengt durch Interesse der Auftraggeber jetzt im BMZ natürlich starke Interesse der Geschlechtergleichberechtigung. Aber auf einzelnen, also bei dem Portfolio von zwanzig Vorhaben ist es schwierig da jetzt die einzelnen projektspezifische Herausforderungen zu benennen für mich. Also das würde der Arbeit der Kollegin, den Kollegen nicht einfach nicht gerecht werden in meinen Augen, Es darf halt nicht alles gesammelt werden bei uns auf zentraler Ebene, weil die Programme alle ihre einzelnen Indikatoren und Ansätze haben, um Frauen mit zu fördern und das Potenzial von Frauen zu erhöhen und sie auch in ihre Maßnahmen zu integrieren. Und wie [Name Person] gesagt hat, das ist einerseits kontextuell unglaublich schwierig, das kann der Bildungshintergrund sein, das können auch die sozialen Zwänge sein. Also die Möglichkeit für Frauen, an Fortbildung teilzunehmen und auch generell auch an irgendwelche Informationsveranstaltungen teilzunehmen, ist unglaublich schwierig und das ist sicherlich ein Kampf, den unsere Kollegen und Kolleginnen insgesamt in den ländlichen Bereichen haben, aber im Ganzen und Großen einen groben Überblick geben, aber so eine detaillierte projektbasierte Analyse ist einfach schwierig für uns. Aber dennoch muss man sagen, dass in den fast allen Projekten, zum Beispiel, wenn man über Beschäftigung spricht, wonach sie gefragt haben, wird immer annähernd 50% Frauen erreicht. Also ich habe die Zahlen im Wirkungsplan heute nochmal angeguckt und das finde ich in dem Kontext, in dem wir arbeiten schon sehr gut, und was man noch sagen muss, wenn man über Beschäftigung spricht. Sie kennen

wahrscheinlich den westafrikanischen Kontext gut, wenn sie darüber Ihre Arbeit schreiben. Wir haben in Mali ein riesiges Problem bezüglich Terrorismus und deswegen müssen wir natürlich darauf achten, wenn wir über Beschäftigung reden, dass wir auch gerade junge Männer besonders betrachten, weil Gender heißt nicht nur Frauenrechte, Frauen stärken, sondern beide Geschlechter anschauen und welches Geschlecht wandert zu terroristischen Gruppierungen über. Das sind die Männer. Das heißt, wenn wir reine Frauenbeschäftigungsprojekte machen würden, gerade auch in den nördlichen Regionen und in dem Zentrum wäre das in unserem Kontext sicherlich nicht sinnvoll.

13 **B04:** Deswegen es gibt die Leitfäden und die Handreichung vom BMZ, die wir alle kennen, die wir alle mitdenken usw. Man muss bei den jeweiligen Projekten gucken, was passt in die Projekte und was ist im Kontext gut. Und ich meine den Leitfaden vom BMZ sind natürlich für alle Länder weltweit, können nicht in allen Ländern gleich umgesetzt werden.

14 **I:** Das heißt eigentlich, dass die Umsetzung der Maßnahmen ist kontext- und situationsabhängig, wie ich es verstehe.

15 **B04:** Kontextabhängig, projektabhängig, genau, aber -unverständlich- werden mitgedacht und strategisch mitaufgebaut.

16 **I:** Ich habe noch eine andere Frage, und zwar welche Auswahlkriterien in der Umsetzung Ihrer Projekte haben Sie? Wo setzen Sie ihre zum Beispiel Ihre Arbeit hauptsächlich um? In Städten oder auch in ländlichen Bereichen? Werden die Frauen in ruralen Regionen auch mitberücksichtigt? Wie können diese Frauen von ihren Maßnahmen, Projekten profitieren?

17 **B04:** Also wir sind sowohl in den städtischen Regionen und Gemeinden. Wir arbeiten bis auf Gemeindeebene. Wir arbeiten sehr viel lokal, städtisch und ländlich. Wir sind in fast alle Regionen in Mali tätig auch momentan in sehr momentan sicherheitsbedingt sehr angespannten Regionen und die Auswahlkriterien, die sind jetzt nicht auf Niveau der GIZ zentral praktisch festgelegt, sondern jedes Projekt hat eigene Auswahlkriterien, die natürlich über bestimmte partizipative transparente Prozesse festgelegt werden, auch zum Beispiel im Landwirtschaftsbereich [Name Person] du korrigiert mich, arbeiten die Frauen mit kooperativen Zentren in dem Kontext oft auch von Frauen gesteuert oder sogar Frauenkooperative und zur

Auswahl von zivilgesellschaftlichen Organisationen oder Kooperationen werden bestimmte Mechanismen angewandt zum einem gucken wir natürlich, was sind unsere Indikatoren, welche kooperative Arbeit in welchem Bereich. Wir zwingen unsere Partner nicht, unsere Handlungsbereiche auch zu nutzen. Wir gucken, wir arbeiten in dem Bereich, wer ist registriert, wer macht gute Arbeit, wer möchte mit uns arbeiten, das sind jetzt aber so allgemeine Kriterien, die jetzt eine nach Projekt unterschiedlich sind. Also kann man jetzt nicht so allgemein nicht so sagen.

18 **B04:** Nicht, das kann man so global nicht sagen.

19 **I:** Ich möchte noch bei den Frauen nachhaken. Ich nehme jetzt an, dass Frauen, die in ruralen Regionen leben, nicht das gleiche Bildungsniveau oder Kompetenzen wie Frauen in den größten Städten haben. Wie gelingt es ihnen, diese Frauen ins Boot zu holen?

20 **B04:** Also ich meine. ich würde sagen, das ist eine der Schlüsselkompetenzen generell der GIZ. Wir sind sehr partnernah, wir sind sehr viel in ruralen lokalen Gegenden. Wir haben sehr viele Jahre Erfahrung in Mali, zum Beispiel sind wir bzw. die vorgehenden Organisationen seit den Sechzigerjahren. Das heißt wir kennen die Zielgruppe. Im Bereich der Landwirtschaft zum Beispiel da sind wir ja seit dreißig Jahren. Also wir wissen, wir haben in Prinzip verschiedene Ansätze, die jeweils adaptiert werden auf die Zielgruppe. Mein Kollege hat am Anfang den Ansatz "Reflect" miteingebracht, das heißt, wenn wir zum Beispiel sagen, wir wollen Frauen in ruralen Gegenden Malis fortbilden, müssen wir zum einen gucken, die Fortbildung können nicht auf Französisch sein, das heißt, wir müssen das auf lokalen Sprachen machen. Das andere ist, manchmal müssen praktisch erstmal Alphabetisierungsprogramme vorgeschoben werden, bevor man überhaupt mit der eigentlichen Fortbildung anfängt. Das heißt, wir müssen immer gucken, was hat man schon in der Region vor, was ist vielleicht sogar in der Cercle oder in den kommunalen Ebenen, also man muss immer ..., wir gucken immer am Anfang den Kontext auch bei neuen Projekten..., die Kontextanalyse, um zu sehen, welchen Ansatz müssen wir nutzen, wo können wir überhaupt anfangen. Bei Projekten, die wir schon seit vier Jahren haben, haben wir die Erfahrungen und sind gerade in der Planung von neuen Vorhaben, da muss man einen Schritt zurückgehen und bestimmte Analysen machen, die man bei anderen Projekten nicht mehr machen muss, da wir in dem Sektoren schon seit vielen Jahren sind.

-
- 21 **I:** Ja, vielen Dank. Welche Erfahrungen haben Sie mit der malischen Regierung gemacht? Wie arbeiten Sie in Sachen Förderung von Frauen mit der Regierung und den NGOs zusammen? Was hat die malische Regierung bisher in dieser Hinsicht geleistet?
- 22 **B04:** Ähm das ist eine recht globale Frage. Also wie Sie schon gesagt haben, ich würde sagen, die Stärke der GIZ im Vergleich zu manchen NGOs ist, dass wir eine Kooperation sind. Das heißt für uns ist es ganz wichtig, Kooperation auf Augenhöhe, das heißt, wir machen nichts, was vorher mit dem Partner nicht abgesprochen ist. Wenn es Projekte gibt, dann gehen der Projektplanung, aber das wird aber vorher der Regierungskonsultation und Verhandlung auf vor Regierungsebenen zwischen BMZ und malischer Regierung alles festgesetzt, das heißt es wird festgelegt in welchen Sektoren arbeiten wir und in den Sektoren was sind die Schwerpunkte. Das heißt, die malische Regierung ist von Anfang an mit drin, wenn sie andere Bedarfe haben, zusätzliche Bedarfe können sie immer auch an die Botschaft, wo praktisch der Vertreter der BMZ sitzt, herantreten und Vorschläge machen, Wenn wir Ideen haben, können wir natürlich auch an die Regierung, an das jeweilige Ministerium herantreten. Wir sagen eh, wie sieht es da und da aus, wäre es jetzt interessant? Manchmal sagen sie ja, manchmal sagen sie nein, manchmal geben sie andere Orientierung. Aber bei uns ist der Partner also wirklich, wir machen keine Projekte ohne, dass der Partner mit zustimmt und Orientierung gibt. Und jetzt zu sagen, was haben wir schon gemacht, was will der Partner, kommt einfach auf die Sektoren drauf an. Im Prinzip alles abgestimmt und wir arbeiten im Moment schwerpunktmäßig in drei Sektoren, Governance, Landwirtschaft, Wasser und Abwasser und haben da natürlich noch andere zusätzliche Sektoren, die aber keine Schwerpunkte sind. Ich weiß nicht aber, ob Ihre Frage ansatzweise beantwortet ist.
- 23 **I:** Ja, auf der globalen Ebene, die Konkretisierung in Form eines Beispiels wäre hilfreich. Haben sie noch ein Beispiel?
- 24 **B04:** Wir haben alle zwei Jahre Regierungskonsultation zwischen den Regierungen Deutschland Mali und alle zwei Jahre Regierungsverhandlung, wo praktisch festgelegt wird, welches Budget, welche Sektoren, welche Projekte usw. Und dementsprechend kriegen wir dann Gelder zugewiesen und planen Projekte, ähm so ist eigentlich der Lauf der Dinge. Und dann planen wir Projekte. Im Moment haben wir zum Beispiel bilateral auf BMZ-Ebene Projekte, die 2020 und 2021 zugesagt

	wurden. Das heißt, wir werden nächstes Jahr in Abstimmung mit dem BMZ und die malische Regierung dann in die Planung von neuen Vorhaben gehen, was da nicht in den gleichen Sektoren.
25	I: Was für Ziele haben Sie mit ihrer neuen Projektplanung? Wird da auch die Frauenperspektive mitberücksichtigt?
26	B04: [Name Person] haben wir so eine Zusammenfassung, so 1 -2 Seiten, ähm, haben wir nicht nee? Was wir in Genderbereich machen, haben so was? Nee, wir haben zwar eine Genderanalyse, aber kann man das irgendwie auf 2 Seiten für externe zusammenkürzen?
27	I: Also, wenn sie es nicht parat haben, können Sie mir es vielleicht per Mail schicken.
28	B04: Unverständlich. Wie gesagt, wir haben im Moment, glaube ich, fünfzehn Projekte, das heißt fünfzehnmal Details. Zu sagen, was wir in Gender machen, ist ein bisschen schwierig, aber wir können Ihnen eine kleine Zusammenfassung dann nachschicken. Wenn Sie Rückfragen haben, können Sie sich ja melden. Das ist, glaube ich, einfacher als jetzt Projekt für Projekt durchzugehen.
29	B04: Sie sprechen aber Französisch?
30	I: Ja.
31	B04: Also, wenn die Dokumente teilweise auf Französisch sind, ist das auch für Sie in Ordnung?
32	I: Ja, ist in Ordnung.
33	B04: Ich kann für Sie gern zusammenstellen, was sind die Indikatoren und gegebenenfalls auch im Bereich aktuelle Ergebnisse und in den Indikatoren spiegelt sich dann so die Zielerreichung wider, was zum Beispiel wir erreichen in Bezug auf Geschlechtergleichberechtigung. Oder meinen Sie jetzt generelle Resultate, die wir erreichen wollen? Ich glaube, das würde dann vielleicht ein bisschen weit gehen.
34	I: Ja, ich muss mich eingrenzen. Ich begrenze mich auf Frauen. Bildung für Frauen und Arbeitsmarktintegration.
35	B04: Bildung, da sprechen Sie auch über die primäre Schulbildung, was alles angeboten wird.

-
- 36 **I:** Genau die Schulbildung, Ausbildung für Frauen.
- 37 **B04:** In Prinzip ist das Portfolio in Senegal und Mali in der Hinsicht ähnlich. Sie machen meines Wissens nach auch keine Projekte, in dem Sinne nur mit Frauen arbeiten, aber gibt es immer -unverständlich-. Wir machen es in Prinzip wie Senegal. Wir haben durch ein landwirtschaftliches Vorhaben dann immer spezifische Unterprojekte. Also, während wir von Projekten reden ist es nicht ein Vorhaben von BMZ, das zugesagt wurde und darin gibt es Aktivitäten. Vielleicht wenn Senegal von Projekten gesprochen hat das sind Aktivitäten, die mit Frauen durchgeführt werden. Das kann die Herstellung von Seifen sein. Es wird viel zu Wortschöpfung gearbeitet.
- 38 **I:** Können Sie da genauer ein Beispiel von den Aktivitäten, die Sie führen, benennen?
- 39 **B04:** In Prinzip wie gesagt in Bereich Landwirtschaft arbeiten wir viel mit Frauenkooperativen, wo es um Anbau von bestimmten Lebensmitteln, da arbeiten Frauen in Bereich Reis, Mango, Gemüse und Kartoffeln Anbau und da wird mit Frauen gearbeitet. Ich gucke gerade mal gerade noch. [Name Person] hat du da noch 2 konkrete Beispiele?
- 40 **B04:** Ich muss ein bisschen überlegen, dass man differenzieren kann zwischen ihren Forschungsbereich Bildung und Beschäftigungsförderung.
- 41 **B04:** Zum Beispiel unser Governance Vorhaben hat viel mit Frauen "Plénière des femme" zum Thema "Participation des femmes" und haben Frauen gestärkt, ihre Bedürfnisse besonders im kommunalen Bereich besser einzubringen. Das ist besonders, also Teilhabe von Frauen wird da bedingt. Im landwirtschaftlichen Bereich zum Beispiel werden Frauen generell gestärkt, beispielsweise über die Stärkung der Kapazitäten de Fédération nationale des femme rurales. Da ist ein besonderer Akzent daraufgelegt, damit die Frauen ihre Produktivität steigern und ihre Produktion besser valorisieren. Das ist so zum Beispiel so ein Ansatz. Dann Diversification agricole.
- 42 **B04:** Also jetzt von unserer Seite detaillierte einzelne Aktivitäten zu beschreiben, das ist schwierig, da wir selber nicht in der Projekt- bzw. Programmarbeit sind. Ich kann Ihnen sehr wenig über die Details sagen.
- 43 **I:** Ok, das mit den Beispielen belassen wir erstmal so, vielen Dank für Ihren Beitrag. Ich habe noch eine andere Frage, und zwar, Sie haben am Anfang gesagt, dass Frauen stehen vor vielen Herausforderungen und sind deswegen nicht einfach in die

Maßnahmen zu bekommen. Was sind das für Herausforderungen genau? Wie kann man diesen Frauen aufgrund dieser Herausforderungen dennoch die Angebote attraktiver gestalten?

44 **B04:** [Name Person] kannst du vom Kontext noch was sagen?

45 **B04:** Also, wie kriegen wir Frauen überhaupt in die Programme reingeholt, sie dafür zu interessieren, sie dafür zu informieren, ihnen dann ermöglichen, an unseren Aktivitäten teilzunehmen?

46 **I:** Genau, weil Sie gesagt haben, dass es gibt Barrieren, die Frauen daran hindern. Meine Frage war, was für Barrieren sind das und wie gehen Sie damit um, um die Frauen zu fördern?

47 **B04:** Es gibt sprachliche Barrieren, Bildungsbarrieren, aber natürlich auch zeitliche Barrieren, das heißt Frauen sind oft in der Haushaltarbeit stark verwurzelt und haben zeitliche Herausforderungen, an bestimmten Fortbildungsmaßnahmen teilzunehmen. Das ist ja teilweise, ähm Sie haben zwischen gefragt, wie wir zwischen ruralen und urbanen Gegenden arbeiten. Auch da sagen wir, es ist Kontext abhängig. In der Regel arbeiten wir mit unserem Vorhaben auch mit traditionellen Autoritäten zusammen und können da zumindest den Kontext erfassen. Und das ist aber auch ziemlich relevant gerade jetzt in dem Bereich der Länderarbeit in Mali, die einfach ähm, ich glaube im anderen Kontext einfacher und leichter. Ähm ich würde sagen, dass Gender Strukturen in Mali noch sehr rigide sind, und wenn man denn auch mit Frauen arbeiten würde, zum Beispiel Frauen gezielt nur ansprechen würde und fördern würde, dann kann man da sehr schnell in Konflikt mit Männern oder mit den Familien der Frauen geraten, da muss man vorsichtig in Mali sein. Das heißt die Absprache mit traditionellen Autoritäten ist unglaublich wichtig. Das heißt, sie müssen an Bord sein, einverstanden sein, damit man da auch nicht auf Widerstand stößt, bzw. auch den Widerstand von der Communities. Dann ist es natürlich einerseits so, dass man schaut ok, was ist die eigentliche Agenda einer Frau? Wo kann sie bei uns einen Platz finden, an dem die Frau freier agieren kann. Auch das kann man jetzt nicht pauschal sagen, das ist wirklich dann gegebenenfalls kontextabhängig. Es ist da noch davon abhängig, was sind die ähm, was wird in der Region angebaut. Zu welcher Tageszeit muss man roden. Die sprachlichen Herausforderungen haben Frauen vielleicht mehr als Männer, aber sind generell in der Stadt in Mali wo es einfach unglaublich eine

sehr hohe Sprachvielfalt gibt noch mal wichtig, das heißt jetzt ausschließlich Programme in Französisch machen, da schließt man sehr schnell viele Menschen aus und häufig Frauen. Ja, ich denke, das sind die Faktoren. Wie ich gesagt habe, sie sind extrem kontextabhängig. Da muss man sich ein Bild von machen. Aber ich denke, was in Mali sich viel gezeigt hat, ist die Relevanz nicht nur die Traditionellen Autoritäten, sondern auch in die Familien der Frauen den Ehemännern und generell Männer in Dorf miteinzubeziehen -unverständlich-. Also worin besteht der Vorteil, jetzt Frauen in Dorf oder in der Gemeinde an solche Aktivitäten teilnehmen, vielleicht den Finger nicht zu stark auf das Wort Gender legen. Es soll auch beispielsweise eine Taktik von Kollegen und Kolleginnen, also strategisch ein bisschen anders das Thema anzugehen, damit das Wort Gender nicht so ein Cut in die Aktivität kommt und recht schnell Widerstand erzeugt.

48 **I:** Wie begegnen die Männer der Thematik der Gendergerechtigkeit und Gleichberechtigung?

49 **B04:** Ganz kurz ich muss in zwei Minuten in meinen nächsten Termin, ich gehe dann einfach mal raus. Also im Vergleich zu Kamerun, weil ich Kamerun auch sehr gut kenne. In Mali ist das Ganze noch viel schwieriger. Also eine Empfehlung, genau noch den Kontext anzugucken. Wenn man sagt, in Kamerun Männer sind da nicht so happy, wenn die Frauen sich Geld verdient, in Mali aufgrund des kulturellen ethnischen Hintergrunds schwerer. Ich würde sagen, im Vergleich haben Frauen, es gibt da auch eine Statistik von UN usw. also. Es ist schwierig für Frauen teilzunehmen, es schwieriger für Frauen, Geld zu verdienen, was aber an der hohen Analphabetismusrate generell liegt, aber gerade auch bei Frauen. Und ich verabschieden mich.

50 **I:** Vielen Dank für Ihre Anregungen und für Ihre Zeit.

51 **B04:** Ja, ähm, genau, ähm da schon [Person Name] gewisse Punkte ansprach, ich kann jetzt keine einzelnen Reaktionen Ihnen widerspiegeln. Die Rückmeldung von meinen KollegInnen von der Gender vorgekommen, also wir haben auch auf der Programmebene immer auch einzelne Gender Ansprechpartnerin, die für die Umsetzung oder für die Beachtung von Genderansätzen in den Vorhaben selber verantwortlich sind, nicht verantwortlich, aber darauf achten sollen, sage ich erstmal so. Und da ist auch die Rückmeldung, es ist sehr schwer Gender zu verordnen, es

gibt unglaublich viel Widerstand, wie kann man das besser verpacken? Das sind, also der Widerstand ist ganz klar gegeben. Und wie [Person Name] das gesagt hat, ich muss auch sagen so von meinen Erfahrungen in Burundi und Rwanda gelebt das ist in Mali schon nochmal-, es schwieriger das Thema Gender zu platzieren und auch viel, also da kann man schon denken, es sind schon viel Verlustängste aber auch Ungerechtigkeitsempfinden, da die Not führt viele Menschen auch dazu sich terroristischen Gruppierung anzuschließen. Und wenn man dann sieht, dass Frauen dezidiert gefördert werden, würde das ähm verständlicherweise auch Ungleichgerechtigkeitsempfinden hervorrufen auch, wenn auch von unserer Seite gleich gesagt oder gesehen wird, dass Frauen einfach generell unterrepräsentiert sind und weniger gefördert sind, muss ja auch erstmal die generelle Situation sehen, die die Menschen in Land wie Mali haben. Das ist einfach zu hoher Arbeitslosigkeit und wenig Verdienstmöglichkeiten. Das muss man versuchen zu tolerieren, ähm ja, da erfahren unsere Kollegen und Kolleginnen Widerstand, aber ich kann da jetzt keine detaillierte Rückmeldung geben.

52 **I:** Aber hätten Sie zum Beispiel Vorschläge zum Beheben dieser Situation? Wie würde man dieser Herausforderung begegnen?

53 **B04:** Ähm wir hatten schon mal das erwähnt mit der Arbeit mit traditionellen Autoritäten und wirklich zu versuchen, wenn man jetzt Aktivitäten für Frauen mit Frauen macht, macht das aber, dass die Männer auch informiert sind zumindest, sensibilisiert sind dafür, dass sie verstehen, worum es geht, und dass auch für Sie der positive Beitrag ist.

54 **I:** Gut.

55 **B04:** Es nützt jetzt nicht, die Programme und Vorhaben nur auf Frauen zu zugehen und nur mit Frauen zu arbeiten, sondern versuchen, eine integrative Einheit zu machen, soll aber auch bekannt und verstanden werden, worum es geht.

56 **I:** Ok, das heißt, die Aufklärungsarbeit und Kommunikationspolitik sind wichtig.

57 **B04:** Das sollte so sein, ich kann aber nicht alles in Details sagen, da ich selber bei den Aktivitäten nicht dabei bin.

-
- 58 **I:** Ok, das verstehe ich. Wenn Sie jetzt eine kurze Zusammenfassung geben würden, was wäre noch wichtiger ihrer Meiner nach zu erwähnen? Wo sollen das BMZ oder die GIZ die Prioritäten setzen?
- 59 **B04:** Ich glaube, da bin ich nicht in Beziehung, wo das BMZ jetzt die Prioritäten setzen sollen. Das ist nicht meine Position wie gesagt. Es tut mir leid.
- 60 **I:** Ok, Frau [Name Person] sind sie wieder da?
- 61 **B04:** Ja, mein Termin hat sich verschoben.
- 62 **I:** Ok. Ich habe eben noch Ihre Kollegin gefragt, wo Sie jetzt Prioritäten sehen und BMZ am ehestens ansetzen soll.
- 63 **B04:** Also ich denke die Prioritäten gehen einher mit dem BMZ und den Partnern. Also wenn unsere prioritären Sektoren Landwirtschaft, Wasser, Governance sind, sind natürlich unsere Prioritäten natürlich auch in diesen Sektoren, Frauen zu stärken. Also es wird immer mitgedacht, also wenn das BMZ uns jetzt sagen würde, ab morgen ist unsere Priorität Grundbildung, dann würde ich sagen ok, dann ist eine unsere Priorität, junge Mädchen in der Schule zu stärken, den Prozentsatz zu erhöhen. Also in Prinzip muss man so rum dran gehen. Im Moment sind unsere prioritären Sektoren Landwirtschaft, Wasser und Governance. Das heißt, in den Sektoren arbeiten wir mit BMZ hauptsächlich im Bereich Gender.
- 64 **I:** Wunderbar! Dann sind wir jetzt auch zum Schluss gekommen. Ich bedanke mich für das Gespräch und die Anregungen, vor allem auch Ihre Bereitschaft für das Gespräch, denn es war ziemlich schwierig, einen gemeinsamen Termin zu finden.
- 65 **B04:** Danke. Ihnen auch viel Erfolg. Tschüss
- 66 **I:** Danke, tschüss.